

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 avril 2021

**20^E SESSION D'HIVER DE L'ASSEMBLÉE
PARLEMENTAIRE DE L'OSCE****(Vienne, 24 – 26 février 2021)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA DÉLÉGATION BELGE
À L'AP-OSCE
PAR
M. Malik BEN ACHOUR**SOMMAIRE**

Pages

A. Séance d'ouverture (25 février 2021)	3
B. Réunion des Commissions générales de l'AP OSCE (24 et 25 février 2021)	6
C. Réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE (24 février 2021)	24
Annexe: AP OSCE – réunion de délégation – 23 février 2021 – Rapport	28

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 april 2021

**20^E WINTERVERGADERING VAN DE
PARLEMENTAIRE ASSEMBLEE VAN DE OVSE****(Wenen, 24 – 26 februari 2021)**

VERSLAG

NAMENS DE BELGISCHE DELEGATIE
BIJ DE PA-OVSE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **Malik BEN ACHOUR****INHOUD**

Blz.

A. Openingssessie (25 februari 2021)	3
B. Vergadering van de Algemene Commissies van de PA OVSE (24 en 25 februari 2021)	6
C. Vergadering van de Permanente Commissie van de PA OVSE (24 februari 2021)	24
Bijlage: PA OVSE – delegatievergadering 23 februari 2021 – Verslag	37

Composition de la Commission/délégation / Samenstelling van de Commissie/delegatie

Président / Voorzitter: Malik Ben Achour

A. Chambre / Kamer:

Titulaires / Vaste leden:

Peter De Roover (N-VA)
N (Ecolo-Groen)
Malik Ben Achour (PS)
Ellen Samyn (VB)
Denis Ducarme (MR)

Suppléants / Plaatsvervangende leden:

Joy Donne (N-VA)
Nawal Farih (CD&V)
Nadia Moscufo (PVDA-PTB)
Goedeke Liekens (Open Vld)
N (Ecolo-Groen)

B. Sénat / Senaat:

Titulaires / Vaste leden:

Marc Demesmaeker (N-VA)
Soetkin Hoesen (Ecolo-Groen)
Adeline Blankaert (VB)

Suppléants / Plaatsvervangende leden:

Latifa Gahouchi (PS)
Sabine Laruelle (MR)
Orry Van de Wauwer (CD&V)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Introduction

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (ci-après AP OSCE), dont c'était la 20^e édition cette année, a été organisée du 24 au 26 février 2021 à Vienne.

La session d'hiver poursuit les objectifs suivants:

- mettre en place une interaction sans entrave avec le bras gouvernemental de l'OSCE (le président en exercice, le représentant permanent de la présidence, de hauts représentants responsables de la liberté de la presse et des minorités, le secrétaire général de l'OSCE, le directeur du Bureau des Institutions démocratiques et des droits de l'homme, les hauts représentants responsables de la liberté de la presse et des minorités);

- assurer le suivi des déclarations adoptées par l'AP OSCE lors de ses séances plénières;

- préparer les rapports en vue de la séance plénière annuelle d'été, qui aura lieu cette année à Bucarest du 6 au 10 juillet 2021.

La délégation belge était présidée par M. Malik Ben Achour (PS), député et président de la délégation belge auprès de l'AP OSCE, et comprenait également les députés Ellen Samyn (VB) et Denis Ducarme (MR) et les sénateurs Mark Demesmaeker (N-VA), Soetkin Hoessen (Ecolo-Groen) et Adeline Blankaert (VB).

A. Séance d'ouverture (25 février 2021)

Lors de l'ouverture de la vingtième session d'hiver de l'AP OSCE à Vienne, les orateurs principaux ont souligné l'importance de la coopération multilatérale et du dialogue interparlementaire pour résoudre les problèmes communs auxquels l'espace de l'OSCE est confronté, et garantir le respect des engagements pris lors de la création de l'OSCE il y a trente-cinq ans.

Le président de l'AP OSCE, Peter Lord Bowness, a rappelé les conditions de travail difficiles des parlementaires pendant cette pandémie sanitaire. Les parlements nationaux ont dû travailler sur des lois d'urgence et des plans de relance économique, ainsi que contrôler le respect de l'État de droit par les autorités pendant cette crise sanitaire sans précédent.

DAMES EN HEREN,

Inleiding

De wintervergadering van de Parlementaire Assemblée van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (hierna PA OVSE) werd dit jaar voor de twintigste keer georganiseerd van 24 tot 26 februari 2021 te Wenen.

De wintersessie beoogt:

- een vlotte interactie met de gouvernementele arm van de OVSE (de *Chairman-in-office*, de permanente vertegenwoordiger van het voorzitterschap, de secretaris-generaal van de OVSE, de directeur van het Bureau voor de Democratische Instellingen en de Mensenrechten, de hoge vertegenwoordigers voor resp. de persvrijheid en de minderheden);

- de opvolging van de verklaringen aangenomen door de PA OVSE tijdens de plenaire vergaderingen;

- de voorbereiding van de rapporten voor de jaarlijkse plenaire zomersessie, die dit jaar zal plaatsvinden in Boekarest van 6 tot 10 juli 2021.

De Belgische delegatie werd voorgezeten door de heer Malik Ben Achour (PS), Kamerlid en voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, en bestond voorts uit de Kamerleden Ellen Samyn (VB) en Denis Ducarme (MR) en de senatoren Mark Demesmaeker (N-VA), Soetkin Hoessen (Ecolo-Groen) en Adeline Blankaert (VB).

A. Openings sessie (25 februari 2021)

Bij de opening van de 20^e wintersessie van de PA OVSE in Wenen onderstrepen de *keynote speakers* het belang van multilaterale samenwerking en interparlementaire dialoog om de gemeenschappelijke problemen waarmee de OVSE-ruimte geconfronteerd wordt aan te pakken en om ervoor te zorgen dat de verbintenissen die 35 jaar geleden werden aangegaan bij de oprichting van de OVSE worden nagekomen.

PA OVSE-voorzitter Peter Lord Bowness, brengt de moeilijke werkomstandigheden in herinnering voor de parlementairen tijdens deze gezondheidspandemie. De nationale parlementen moesten zich buigen over noodwetgeving en economische herstelplannen en moesten toezien op het respect van de rechtsstaat door de overheid tijdens deze ongeziene gezondheidscrisis.

Dans l'espace de l'OSCE, les conflits existants se sont aggravés. Le conflit du Haut-Karabakh a débouché sur une guerre à l'automne 2020. En Ukraine et en Géorgie, aucun progrès significatif n'a été enregistré dans la mise en œuvre des accords existants. En Moldavie, la pandémie a ralenti le processus de paix.

Le président de l'AP OSCE confirme que nous ne pouvons pas éluder l'existence de différences et de tensions entre les États participants de l'espace de l'OSCE. M. Bowness est convaincu que seul le dialogue peut garantir la sécurité dans l'espace de l'OSCE. L'AP OSCE fera entendre sa voix en cas de violation des valeurs de l'OSCE et demandera des comptes aux États participants qui les violent. L'AP OSCE fera entendre sa voix si des démocraties sont menacées par le populisme. L'AP OSCE soutiendra les processus démocratiques par un dialogue inclusif. L'AP OSCE condamnera également les détentions arbitraires de citoyens, comme dans le cas de M. Navalny. En Biélorussie, l'AP OSCE continuera à promouvoir un dialogue constructif entre les autorités et les représentants légitimes de l'opposition et de la société civile. Suite à la trêve entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'Assemblée est disposée à servir de médiateur et à contribuer au dialogue interparlementaire entre Erevan et Bakou en vue d'une résolution durable du conflit. Le président appelle les parlementaires de l'AP OSCE à défendre les valeurs et les engagements de l'OSCE par la diplomatie parlementaire et le contrôle des gouvernements. La session annuelle d'été de l'AP OSCE aura pour thème central "Renforcer le multilatéralisme en temps de crise: un appel des parlements pour une action future".

La présidente en exercice de l'OSCE et ministre des Affaires étrangères de Suède, Mme Ann Linde, est consciente que la présidence suédoise doit faire face non seulement aux tensions géopolitiques et aux menaces transfrontalières telles que le changement climatique et les cyberattaques, mais aussi à la pandémie. La présidence s'efforcera de trouver des solutions communes à chacun de ces défis.

Dans la première dimension, la présidence suédoise se concentrera sur "les femmes, la paix et la sécurité", "le renforcement de la confiance et les mesures de sécurité", la modernisation du document de Vienne, le dialogue structuré, le financement des activités illégales et les cybermenaces.

La deuxième dimension met l'accent sur la participation économique des femmes, la lutte contre la corruption et la sécurité de l'environnement. Selon le CIO, la reprise

In de OVSE-ruimte werden de bestaande conflicten verder aangewakkerd. Het conflict in Nagorno-Karabakh leidde tot een oorlog in de herfst van 2020. In Oekraïne en Georgië kwam er geen noemenswaardige vooruitgang in de implementatie van de bestaande akkoorden. In Moldova heeft de pandemie het vredesproces vertraagd.

De voorzitter van de PA OVSE bevestigt dat we er niet om heen kunnen dat er verschillen en spanningen bestaan onder de deelnemende Staten van de OVSE-ruimte. De heer Bowness is ervan overtuigd dat enkel de dialoog de veiligheid in de OVSE-ruimte kan garanderen. De OVSE PA zal haar stem laten horen als de OVSE-waarden worden geschonden en de deelnemende Staten die hier inbreuk op plegen ter verantwoording roepen. De PA OVSE zal haar stem laten horen als democratieën door populisme bedreigd worden. De PA OVSE zal de democratische processen steunen via een inclusieve dialoog. De PA OVSE zal eveneens willekeurige aanhoudingen van burgers, zoals in de Navalny-case, veroordelen. In Belarus zal de PA OVSE verder ijveren voor een betekenisvolle dialoog tussen de overheid en de legitieme vertegenwoordigers van de oppositie en de civiele maatschappij. Na het bestand tussen Armenië en Azerbeïdjan is de assemblee bereid om te bemiddelen en te bouwen aan de interparlementaire dialoog tussen Jerevan en Baku met het oog op een duurzame oplossing van het conflict. De voorzitter roept de parlementsleden van de PA OVSE op om via parlementaire diplomatie en controle op de regeringen te waken over de waarden en verbintenissen van de OVSE. De jaarlijkse zomersessie van de PA OVSE zal als centraal thema hebben "de versterking van het multilateralisme in tijden van crisis: Een oproep van de parlementen voor toekomstige actie".

De Chairperson-in-Office van de OVSE en minister van Buitenlandse Zaken van Zweden, mevrouw Ann Linde, is er zich van bewust dat het Zweedse voorzitterschap niet alleen geconfronteerd wordt met de geopolitieke spanningen en de grensoverschrijdende bedreigingen zoals klimaatverandering en cyberaanvallen, maar ook met de gezondheidspandemie. Het voorzitterschap zal voor elk van deze uitdagingen tot gemeenschappelijke oplossingen proberen te komen.

In de eerste dimensie gaat het Zweedse voorzitterschap de klemtoon leggen op "women, peace and security", "confidence building and security measures", de modernisering van het Vienna-document, de gestructureerde dialoog, de financiering van illegale activiteiten en cyberdreigingen.

In de tweede dimensie legt men de klemtoon op de economische participatie van vrouwen, de strijd tegen corruptie en de veiligheid van het milieu. Het herstel

après la pandémie doit se faire dans une optique de développement durable.

La troisième dimension de l'OSCE (les droits de l'homme) est très importante pour la Suède, laquelle attache une grande importance à ce que l'on demande des comptes aux gouvernements responsables de violations des droits de l'homme. La liberté d'expression et la liberté des médias sont des priorités essentielles pour elle. Elle se concentrera également sur les processus démocratiques et la participation de la société civile.

La présidence veillera au respect par tous les États des obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'OSCE.

Mme Helga Schmid, secrétaire générale de l'OSCE, souligne que l'AP OSCE est un forum qui examine des thèmes similaires à ceux étudiés par les autres institutions de l'OSCE et qui a développé une expertise considérable sur un certain nombre de sujets, tels que la lutte contre la traite des êtres humains et les questions de sécurité en Méditerranée. La secrétaire générale souhaite que la pandémie et le changement climatique deviennent les priorités prévisionnelles de l'OSCE.

La prévention des conflits est une tâche essentielle de l'OSCE et cela doit se refléter dans les trois dimensions de celle-ci. Le lien entre technologie et sécurité a été démontré lors de la mission d'observation spéciale de l'OSCE en Ukraine, où l'utilisation de drones et de caméras s'est révélée extrêmement importante dans ces zones inaccessibles aux troupes terrestres.

L'exposé introductif de la ministre suédoise des Affaires étrangères et de la secrétaire générale de l'OSCE est suivi d'un échange de vues avec les membres.

En réponse aux questions concernant l'égalité de genre, la ministre suédoise indique qu'elle veille à ce que cette égalité soit respectée au sein des États membres de l'OSCE. Il est essentiel de garantir l'indépendance économique des femmes pour leur permettre d'échapper aux violences entre partenaires.

La ministre reconnaît l'importance vitale de la mission d'observation en Ukraine. Elle recherche une solution durable au conflit, dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le mandat de la mission d'observation spéciale doit se concentrer sur l'accès de celle-ci à l'ensemble du territoire. La technologie et les drones soutiennent cette mission sur le terrain. La ministre espère que cet appui technologique sera élargi dans le futur et que des moyens supplémentaires seront prévus à cette fin.

van de pandémie moet volgens de CIO gebeuren met duurzame ontwikkeling in het achterhoofd.

De derde dimensie van de OVSE (mensenrechten) is voor de Zweden heel belangrijk en ze hechten er veel belang aan dat regeringen ter verantwoording worden geroepen voor schendingen van de mensenrechten. De vrijheid van meningsuiting en de vrijheid van media zijn voor hen kernprioriteiten. Verder gaan ze ook focussen op democratische processen en de deelname van de civiele maatschappij.

Het voorzitterschap zal waken over het respect van de OVSE-verbintenissen door alle Staten.

Mevrouw Helga Schmid, secretaris-generaal van de OVSE, prijst de PA OVSE als forum dat gelijkaardige thema's onderzoekt als de andere instellingen van de OVSE en over een aantal thema's een grote deskundigheid heeft opgebouwd, zoals op het gebied van de bestrijding van de mensenhandel en de veiligheidsproblematiek in het Middellandse Zeegebied. De secretaris-generaal pleit ervoor dat de gezondheidspandemie en de klimaatverandering de toekomstgerichte prioriteiten worden van de OVSE.

Conflictpreventie is een kerntaak van de OVSE en dat moet tot uiting komen in de drie dimensies van de OVSE. De band tussen technologie en veiligheid is gebleken tijdens de OSCE *Special Monitoring Mission* in Oekraïne waar het gebruik van drones en cameras uiterst belangrijk is voor deze gebieden die ontoegankelijk zijn voor grondtroepen.

Na de inleidende uiteenzetting van de Zweedse minister van Buitenlandse Zaken en de secretaris-generaal van de OVSE volgt een gedachtewisseling met de leden.

Op vragen inzake gendergelijkheid antwoordt de Zweedse minister dat ze waakt over de gendergelijkheid in de deelnemende Staten van de OVSE. De economische onafhankelijkheid van de vrouw is essentieel opdat de vrouwen kunnen ontsnappen aan het partnergeweld.

Zij erkent het vitaal belang van de monitoring in Oekraïne en zoekt naar een duurzame oplossing van het conflict met inachtneming van de territoriale integriteit van Oekraïne. Het mandaat van de speciale monitoringmissie moet gericht zijn op de toegang van de missie tot het gehele grondgebied. Technologie en drones ondersteunen de terreinopdracht van de monitoringmissie en zij hoopt dat in de toekomst de technologische ondersteuning wordt uitgebreid en extra middelen hiervoor worden voorzien.

Les événements du Haut-Karabakh montrent ce à quoi peut mener un conflit s'il n'est pas résolu. L'OSCE a tenté pendant des décennies de trouver une solution. Le cessez-le-feu a été inclus dans l'accord trilatéral conclu à Moscou le 9 novembre 2020. La Russie se présente désormais comme un acteur de la paix dans le Caucase. Si l'accord a mis fin aux hostilités, certains problèmes subsistent quant à sa mise en œuvre¹. Le groupe de Minsk a un rôle majeur à jouer dans la mise en place d'un accord de paix durable et négocié.

La ministre suédoise des Affaires étrangères souligne enfin le rôle joué par les parlementaires dans les observations électorales.

B. Réunion des Commissions générales de l'AP OSCE (24 et 25 février 2021)

1. Commission des affaires politiques et de la sécurité – président: M. Richard Hudson (États-Unis) – 25 février 2021

M. Richard Hudson (États-Unis), président, rappelle les webinaires parlementaires de l'année dernière, au cours desquels les implications sécuritaires de la pandémie pour l'espace de l'OSCE ont été examinées en détail. L'OSCE est plus que jamais confrontée à des questions sécuritaires importantes. M. Hudson renvoie aux développements politiques intervenus au Haut-Karabakh, au Belarus, en Russie et en Géorgie.

Le rapporteur Laurynas Kasciunas (Lituanie) présente les grandes lignes du rapport qu'il présentera durant la 29^e Session d'été à Bucarest. Si l'Acte final d'Helsinki de 1975 est le texte fondateur de l'OSCE, ce texte fait toutefois l'objet de violations répétées. La violence demeure un moyen de violer l'intégrité territoriale de certains États, comme l'Ukraine. L'orateur déplore le nombre élevé de victimes dans le conflit au Haut-Karabakh. Si l'accord conclu a permis de mettre fin aux hostilités, le conflit n'est cependant pas encore résolu. Le rapporteur souhaite ensuite mettre en lumière la violence dont les citoyens des régions géorgiennes occupées sont victimes. Les violations persistantes des droits de l'homme au Belarus constituent également une préoccupation. M. Kasciunas renvoie à l'incarcération de l'opposant russe Navalny et aux manifestations citoyennes organisées dans les villes russes. Il en appelle au respect du droit de réunion

¹ Il a été convenu qu'une force de maintien de la paix russe serait envoyée sur place, que sept districts situés autour du Haut-Karabakh seraient rétrocédés à l'Azerbaïdjan, que les réfugiés pourraient rentrer chez eux, que les prisonniers et les corps seraient échangés et que deux corridors supplémentaires seraient créés.

De gebeurtenissen in Nagorno Karabach tonen aan tot wat een conflict kan leiden als het niet opgelost raakt. De OVSE heeft gedurende decennia gepoogd om tot een oplossing te komen. Het staakt-het-vuren is opgenomen in het trilateraal akkoord van Moskou van 9 november 2020. Rusland treedt nu naar voor als vredesactor in de Kaukasus. Als het akkoord de vijandelijkheden heeft gestopt, blijven nog een aantal problemen hangen om het akkoord te doen naleven¹. Er is een grote rol weggelegd voor de groep van Minsk om tot een duurzaam en onderhandeld vredesakkoord te komen.

De Zweedse minister van Buitenlandse Zaken beklemtoonde tot slot de rol van de parlementsleden tijdens de verkiezingswaarnemingen.

B. Vergadering van de Algemene Commissies van de PA OVSE (24 en 25 februari 2021)

1. Commissie Politieke Zaken en Veiligheid – voorzitter: Mr. Richard Hudson (Verenigde Staten) – 25 februari 2021

De heer Richard Hudson (Verenigde Staten), voorzitter, brengt de parlementaire webinars van het afgelopen jaar in herinnering, waarin de veiligheidsimplicaties van de gezondheidspandemie in de OVSE-ruimte uitvoerig werden onderzocht. De OVSE wordt meer dan ooit met belangrijke veiligheidskwesties geconfronteerd. De heer Hudson verwijst naar de politieke ontwikkelingen in Nagorno Karabach, Belarus, Rusland en Georgië.

Rapporteur Laurynas Kasciunas (Litouwen) schetst de klijlijnen van het rapport dat hij tijdens de 29^e zomersessie in Boekarest zal voorstellen. De Slotakte van Helsinki van 1975 is onze Grondwet, maar de Slotakte blijft het voorwerp van schendingen. Geweld blijft het middel om de territoriale integriteit van Staten, zoals Oekraïne, te schenden. Spreker betreurt het hoge aantal slachtoffers in het conflict in Nagorno Karabach. Er is door het akkoord een einde aan de vijandelijkheden gekomen, maar hiermee is het conflict nog niet beëindigd. Voorts wil de rapporteur aandacht schenken aan het geweld waarvan de burgers van de bezette gebieden van Georgië het slachtoffer zijn. De aanhoudende schendingen van de mensenrechten in Belarus vormen eveneens een aandachtspunt. De heer Kasciunas verwijst naar de gevangenzetting van de Russische opposant Navalny en het protest van de burgers in de Russische steden.

¹ Er werd overeengekomen dat er een Russische vredesmacht zou komen, dat er zeven districten rond Nagorno-Karabach zouden worden terugggegeven aan Azerbeidzjan, dat vluchtelingen konden terugkeren, dat gevangenen en lijken zouden uitgewisseld worden en dat er twee extra corridors zouden gecreëerd worden.

pacifique en Russie. La pandémie a servi de prétexte pour restreindre les libertés dans de nombreux États membres de l'OSCE. Enfin, l'OSCE devrait accorder plus d'attention aux menaces que représentent les cyberattaques visant le processus électoral.

M. Neil Bush, ambassadeur, président du Comité de sécurité du Conseil permanent et représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'OSCE, donne un aperçu du programme de travail 2021 qui reflète les priorités de la présidence suédoise. Le Comité préconise une approche transversale où la dimension politico-militaire est étroitement liée aux dimensions humaines et économiques de l'OSCE. La pandémie a eu de lourdes répercussions sur les menaces transnationales, comme le terrorisme et le crime organisé, le nombre d'attentats menés par des groupes terroristes et de cyberattaques ayant fortement augmenté.

M. Philip T. Reeker, ambassadeur, président du Forum pour la coopération en matière de sécurité, expose les accents mis l'année dernière par le Forum en matière de renforcement de la coopération pour les questions politiques et sécuritaires. En sa qualité de président, il plaide pour l'actualisation du Document de Vienne sur les mesures de confiance. Ce document, qui date de 2011, ne reflète plus la réalité dans le domaine de la sécurité militaire et doit être actualisé. Le Forum continuera à se concentrer sur les questions de sécurité relatives à la non-prolifération et à la résolution 1325 sur le rôle des femmes dans les situations de conflit (2000).

Ensuite, *M. Kairat Abdrakhmanov, ambassadeur, haut-commissaire pour les minorités nationales, fait rapport de ses travaux. La mission du haut-commissaire consiste à prévenir les conflits, à signaler les tensions à un stade précoce (early warning) et à formuler des recommandations avant que la crise ne s'aggrave. Les services du haut-commissaire ont publié des lignes directrices thématiques visant à s'assurer que les mesures prises par les États dans le cadre de la crise sanitaire prennent en considération la cohésion sociale. Les mesures d'urgence doivent tenir compte des préoccupations des minorités et des groupes sociaux marginalisés, en leur garantissant l'accès aux soins de santé, à la formation et à l'information sur les mesures restrictives.*

M. Yasar Halit Cevik, ambassadeur et chef de la mission d'observation spéciale de l'OSCE en Ukraine, fait le point sur la situation en Ukraine. La sécurité des citoyens y est problématique et la libre circulation des personnes y est entravée. S'il est vrai que le nombre de

Hij roept op tot het recht op vreedzame vergadering in Rusland. De pandemie vormde in vele deelnemende Staten van de OVSE een voorwendsel om de vrijheden te beperken. Tot slot zou de OVSE meer aandacht moeten besteden aan de dreigingen ingevolge cyberaanvallen in het verkiezingsproces.

Ambassadeur Neil Bush, voorzitter van de Commissie Veiligheid van de Permanente Raad en permanent vertegenwoordiger van het Verenigd Koninkrijk bij de OVSE, geeft een overzicht van het werkprogramma 2021 dat de prioriteiten weerspiegelt van het Zweedse voorzitterschap. De commissie staat voor een transversale aanpak waarbij de politieke en militaire dimensie nauw verbonden is met de humane en economische dimensie van de OVSE. De gezondheidspandemie heeft een belangrijke impact gehad op de transnationale bedreigingen, zoals terrorisme en georganiseerde misdaad. De aanvallen van terroristische groepen en de cyberaanvallen zijn sterk toegenomen.

Ambassadeur Philip T. Reeker, voorzitter van het Forum for Security Co-operation, geeft een toelichting bij de klemtonen die het Forum het afgelopen jaar heeft gelegd bij het uitstippelen van meer samenwerking in politieke en veiligheidskwesties. Als voorzitter ijvert hij voor een actualisering van het "Document van Wenen" over vertrouwenwekkende maatregelen. Het document dateert van 2011, weerspiegelt niet langer de realiteit op het gebied van militaire veiligheid en is aan een update toe. Het FSC zal zich verder toeleggen op de veiligheidskwesties betreffende de non-prolifерatie en de resolutie 1325 over de rol van de vrouw in conflict-situaties (2000).

Vervolgens brengt *Ambassadeur Kairat Abdrakhmanov, Hoge Commissaris voor de Nationale Minderheden, verslag uit van zijn werkzaamheden. De Hoge Commissaris is belast met conflictpreventie, het aangeven van spanningen in een vroeg stadium (early warning) en het formuleren van aanbevelingen vóór de crisis verergert. De diensten van de Hoge Commissaris hebben thematische richtsnoeren uitgevaardigd om ervoor te zorgen dat de maatregelen van Staten in het kader van de gezondheidscrisis oog hebben voor sociale cohesie. Noodmaatregelen moeten rekening houden met de zorgen van de minderheden en gemarginaliseerde groepen binnen de samenleving, waarbij zij toegang hebben tot de gezondheidszorg, scholing en informatie over de beperkende maatregelen.*

Ambassadeur Yasar Halit Cevik, Chief Monitor of the OSCE Special Monitoring Mission to Ukraine, geeft een update van de situatie in Oekraïne. De veiligheid van de burgers is problematisch. Het vrij personenverkeer wordt gehinderd. Het aantal burgerlijke slachtoffers en

victimes civiles et les dommages causés aux biens privés ont diminué par rapport au passé, la situation demeure néanmoins fragile. Les restrictions dues à la pandémie ont compliqué les contacts familiaux. Malgré l'accord de principe concernant l'augmentation du nombre de points de passage frontaliers, il n'y a pas d'accord sur les modalités à appliquer à cet égard. La présence de mines demeure également problématique.

Plusieurs membres ont pris la parole au cours de la discussion générale.

Ukraine

M. Costel Neculai Dunava (Roumanie), vice-président de la Commission, estime qu'il convient d'alléger les souffrances des citoyens en Ukraine, notamment à l'aide de moyens technologiques.

M. Josef Dittli (Suisse) attire l'attention sur la situation humanitaire dans l'Est de l'Ukraine, ainsi que sur la présence de mines. Les conditions de vie le long de la ligne de contact sont effroyables. Alors qu'il devrait y avoir cinq points de passage à la frontière, il n'y en a que deux. Les citoyens doivent souvent utiliser ces points de passage pour accomplir leurs formalités. Des tireurs d'élite y sont en outre à nouveau actifs, ce qui augmente le risque de pertes humaines.

M. Mykyta Poturaiev (Ukraine) souligne la bonne volonté de l'Ukraine pour parvenir à la paix. L'orateur constate toutefois que cette bonne volonté se heurte à l'opposition de la Russie. La présence russe et la militarisation de l'Est de l'Ukraine et de la Crimée s'intensifient. La Crimée et le Donbass sont le théâtre d'une forme de terreur politique.

Le sénateur Wicker (États-Unis) indique que le conflit en Ukraine a déjà fait 13 000 victimes. Il estime que la Fédération de Russie doit renoncer à tout soutien financier et militaire à ses complices en Ukraine orientale. L'annexion de la Crimée à la Russie ne sera jamais reconnue. Les États-Unis maintiendront les sanctions jusqu'à ce que l'intégrité territoriale de l'Ukraine soit rétablie.

Les députés de la Fédération de Russie critiquent les sanctions imposées par l'Ukraine aux citoyens russophones, ainsi qu'à l'égard de l'enseignement de la langue russe. Le parlement ukrainien a ordonné la fermeture de trois stations de télévision diffusant en russe. Il s'agissait de stations d'opposition peu appréciées par le président en exercice. Ces stations évoquent l'existence d'un nouveau rideau de fer en Ukraine à l'égard de la Fédération de Russie.

de schade aan burgerlijke eigendommen is weliswaar gedaald in vergelijking met vroeger, maar desalniettemin is de toestand fragiel. De restricties ingevolge de pandemie hebben de contacten tussen families bemoeilijkt. Ondanks het principeakkoord over meer grensovergangen raakt men het niet eens over de nadere regels die men dient toe te passen. Ook de aanwezigheid van mijnen blijft een probleem.

Tijdens de algemene bespreking nemen meerdere leden het woord.

Oekraïne

De heer Costel Neculai Dunava (Roemenië), vicevoorzitter van de Commissie, vindt dat we het leed moeten verzachten van de burgers in Oekraïne, onder meer met behulp van technologische hulpmiddelen.

De heer Josef Dittli (Zwitserland) vestigt de aandacht op de humanitaire situatie in Oost Oekraïne en de aanwezigheid van mijnen. De levensvoorwaarden aan de contactlijn zijn er schrijnend. Terwijl er vijf passagepunten zouden moeten zijn aan de grens, zijn er slechts twee. De burgers moeten vaak hiervan gebruik maken om hun formaliteiten in orde te brengen. Er zijn daar ook opnieuw *snipers* actief en er is dus opnieuw een hoger risico op slachtoffers.

De heer Mykyta Poturaiev (Oekraïne) wijst op de goede wil van Oekraïne om tot vrede te komen. Spreker stelt echter vast dat deze goede wil botst op Russische tegenstand. Er is een groeiende Russische aanwezigheid en militarisering van Oost-Oekraïne en de Krim. Er is de politieke terreur in de Krim en de Donbass.

Senator Wicker (Verenigde Staten) verwijst naar de 13 000 slachtoffers die het conflict in Oekraïne intussen heeft gekost. Hij vindt dat de Russische Federatie afstand moet doen van alle financiële en militaire steun voor haar handlangers in Oost-Oekraïne. De annexatie van Krim bij Rusland zal nooit erkend worden. De Verenigde Staten zullen de sancties handhaven totdat de territoriale integriteit van Oekraïne is hersteld.

De parlementsleden van de Russische Federatie uiten kritiek op de sancties die Oekraïne treft ten aanzien van Russisch sprekende burgers en het taalonderwijs in het Russisch. Het parlement van Oekraïne heeft drie televisiestations, die in het Russisch uitzenden, laten sluiten. Het waren oppositiezenders die de zetelende president niet welgevallig waren. Zij spreken van een nieuw ijzeren gordijn in Oekraïne tegenover de Russische Federatie.

La délégation russe réfute également l'affirmation selon laquelle des armes russes seraient utilisées dans ce conflit et fait observer qu'à la suite de plusieurs référendums, la Crimée et Sébastopol font partie intégrante de la Russie. De même, en ce qui concerne la Géorgie, les membres de la délégation soulignent que l'Ossétie du Sud est entrée volontairement dans la sphère d'influence russe lorsque la Géorgie a envahi la région de manière violente.

Biélorussie

Mme Cederfelt (Suède) rappelle les événements tragiques survenus en Biélorussie. Un processus de réforme démocratique serait le plus beau des cadeaux pour la jeunesse de ce pays.

Plusieurs parlementaires dénoncent les abus de pouvoir commis par les autorités biélorusses et appellent le gouvernement à organiser des élections libres et régulières.

Russie

Plusieurs membres évoquent le sort de M. Navalny, les manifestations et la répression qui a suivi.

M. Mykyta Poturaiev (Ukraine) estime qu'après les sanctions prises par l'UE contre la Russie après l'annexion de la Crimée, l'agression dans l'Est de l'Ukraine et l'empoisonnement de M. Navalny, de nouvelles sanctions sont nécessaires.

Le sénateur Roger Wicker (États-Unis) épingle l'attitude contradictoire de la Russie, qui prétend être un médiateur dans le conflit en Ukraine, tout en alimentant l'agression. L'agression est allée beaucoup trop loin.

Turquie – Chypre

Mme Irene Charalambides (Chypre) indique que l'ONU et l'UE ont annoncé qu'il était temps d'ouvrir de nouvelles négociations entre Chypriotes grecs et turcs. Elle considère que la proposition turque sur le règlement à deux États n'est pas viable. Cette proposition ne sert en aucun cas les intérêts des communautés grecque et turque au sein de la population chypriote. L'UE a clairement indiqué que cette solution à deux États était inacceptable et qu'elle n'est pas conforme aux résolutions des Nations Unies.

M. Selami Altinok (Turquie) condamne les récentes actions terroristes du PKK. Il déplore en outre l'absence de négociations fructueuses avec Chypre. Une proposition d'accord sur une solution à deux États n'a abouti à

De Russische delegatie spreekt verder de bewering tegen dat er Russische wapens in dit conflict zijn en merkt op dat Krim en Sebastopol ingevolge referenda integraal deel uitmaken van Rusland. Ook wat Georgië betreft, wijzen zij erop dat Zuid-Ossetië vrijwillig is toegetreden tot de Russische invloedssfeer nadat Georgië op gewelddadige wijze de regio was binnengevallen.

Belarus

Mevrouw Cederfelt (Zweden) herinnert aan de tragische gebeurtenissen in Belarus. Een democratisch hervormingsproces zou het mooiste geschenk zijn voor de jongeren van Belarus.

Meerdere parlementsleden laken het machtsmisbruik van de autoriteiten in Belarus en formuleren een oproep aan de regering om vrije en eerlijke verkiezingen te organiseren.

Rusland

Meerdere leden kaarten de kwestie Navalny aan en de betogingen en de daaropvolgende repressie.

De heer Mykyta Poturaiev (Oekraïne) vindt dat er, na de EU-sancties tegen Rusland wegens de annexatie van de Krim, de agressie in Oost-Oekraïne en de vergiftiging van Navalny, nood is aan nieuwe sancties.

Senator Roger Wicker (USA) wijst op de tegenstrijdige houding van Rusland die beweert een bemiddelaar te zijn in het conflict in Oekraïne en tegelijkertijd de agressie aanwakkert. De agressie is veel te ver gegaan.

Turkije – Cyprus

Mevrouw Irene Charalambides (Cyprus) wijst op de aankondiging van de VN en de EU dat het tijd is voor nieuwe onderhandelingen tussen de Grieks- en Turks-Cyprioten. Zij acht het Turkse voorstel over de twee Staten-regeling niet levensvatbaar. Het Turkse voorstel dient geenszins de belangen van de Griekse en Turkse gemeenschap van de Cypriotische bevolking. De EU heeft duidelijk gemaakt dat deze twee Staten-regeling onaanvaardbaar is en niet in overeenstemming is met de VN-resoluties.

De heer Selami Altinok (Turkije) veroordeelt de recente terroristische acties van de PKK. Verder betreurt hij het uitblijven van vruchtbare onderhandelingen met Cyprus. Een voorstel tot een akkoord over de twee Staten-regeling

rien. L'orateur souligne la nécessité de disposer d'une plateforme impartiale si l'on veut réaliser une avancée dans ce dossier.

Haut Karabakh

M. Tural Ganjaliyev (Azerbaïdjan) évoque une nouvelle ère qui s'annonce dans le Caucase. L'Azerbaïdjan prendra des mesures post-conflit qui favoriseront la reconstruction et la réintégration des citoyens.

La pandémie sanitaire

Mme Irene Charalambides (Chypre) prône une accélération de la vaccination dans l'Union européenne. C'est le seul moyen de retrouver une vie normale. Certains pays tirent prétexte du virus pour restreindre les libertés, et dissimuler les problèmes internes et la corruption.

M. Leonid Slutsky (Fédération de Russie) critique la lenteur de l'Europe en matière de vaccination.

2. Commission de l'Économie, de l'Environnement et de la Technologie – présidente: Mme Doris Barnett (Allemagne, Bundestag)

Mme Doris Barnett (Bundestag), présidente de la commission, souligne que la nature du COVID-19 et ses mécanismes de contamination ont replacé sur le devant de la scène les liens possibles avec la dégradation de l'environnement et avec l'impact continu de la pollution atmosphérique sur la sûreté humaine. Nous savions que la pollution était mauvaise pour notre santé, mais nous ignorions l'ampleur de ce problème. Selon une étude récemment publiée dans *Environmental Research*, l'exposition aux particules issues des émissions de combustibles fossiles a été à l'origine de 18 % des décès dans le monde en 2018. Près d'un décès sur cinq serait donc directement lié à la pollution atmosphérique. Si ces données choquantes sont exactes, nous sommes confrontés à une crise mondiale urgente en matière de sûreté qui exige une attention et une action immédiates.

En octobre dernier, la commission a été informée par la *Società italiana di medicina ambientale* (SIMA) de ses importants travaux scientifiques sur la corrélation présumée entre la transmission du virus COVID-19 et la concentration de particules dans l'atmosphère. Cette information a été communiquée dans une lettre ouverte à toutes les délégations de l'AP OSCE en novembre 2020, et il leur a été demandé de prendre ces informations en compte lors de l'adoption des mesures politiques visant à réduire l'impact de la pandémie. La commission prévoit d'autres échanges de vues avec d'importants centres de recherche de la zone OSCE, notamment avec l'Institut allemand Max Planck, afin d'en apprendre davantage

heeft niets opgeleverd. We hebben een onpartijdig platform nodig om tot een doorbraak te komen.

Nagorno Karabach

De heer Tural Ganjaliyev (Azerbaïjan) spreekt van een nieuw tijdperk dat zich aankondigt in de Kaukasus. Azerbaïjan zal postconflict maatregelen nemen, die de heropbouw en de herintegratie van burgers bevorderen.

De gezondheidspandemie

Mevrouw Irene Charalambides (Cyprus) roept op tot een versnelling van de vaccinatie in de EU. Dit is de enige uitweg naar een normaal leven. Het virus wordt misbruikt om de vrijheden te beperken en om interne problemen en corruptie te verbergen.

De heer Leonid Slutsky (Russische Federatie) bekritiseert de traagheid van Europa bij de vaccinatie.

2. Commissie Economie, Leefmilieu, Technologie – voorzitter: mevrouw Doris Barnett (Duitsland, Bundestag)

Mevrouw Doris Barnett (Bundestag), voorzitter van de commissie, wijst erop dat de aard van COVID-19 en de besmettingsmechanismen de mogelijke verbanden met de verslechtering van het leefmilieu en met de voortdurende impact van luchtvervuiling op de menselijke veiligheid weer op de voorgrond hebben gebracht. We wisten dat de vervuiling slecht was voor onze gezondheid, maar we kenden de omvang van het probleem nog niet. Volgens een recente studie in *Environmental Research* was de blootstelling aan partikels van de uitstoot van fossiele brandstoffen in 2018 goed voor 18 % van de overlijdens wereldwijd. Bij bijna één op de vijf doden zou er dus een direct verband zijn met het inademen van vervuilde lucht. Indien deze choquerende gegevens kloppen hebben we te maken met een wereldwijde dringende veiligheids crisis die om onmiddellijke aandacht en actie vraagt.

In oktober vorig jaar werd de commissie door de *Società italiana di medicina ambientale* (SIMA) gebriefd over hun belangrijk wetenschappelijk werk inzake de veronderstelde correlatie tussen het overzetten van het COVID-19-virus en de concentratie van partikels in de atmosfeer. Deze informatie werd in november 2020 in een open brief meegedeeld aan alle delegaties van de PA OVSE waarbij hen werd gevraagd om met deze informatie rekening te houden bij het nemen van beleidsmaatregelen om de impact van de pandemie te verminderen. De commissie plant verdere gedachtewisselingen met belangrijke onderzoekscentra uit de OVSE-regio, waaronder het Duitse Max Planck-instituut, om meer over

sur ces liens afin de promouvoir davantage des mesures politiques fondées sur la science.

Selon la présidente, cette terrible crise sanitaire a démontré la nécessité d'une approche holistique et pluridisciplinaire de la sûreté environnementale. Les parlements nationaux ont un rôle essentiel à jouer, à cet égard, en contrôlant les actions des gouvernements et en promouvant des mesures de relance écologiques et inclusives. À cet égard, la pandémie a de nouveau souligné que, pour réussir, nous devons relever les défis mondiaux dans le cadre d'une seule et même communauté mondiale et que, par conséquent, nous devons encore renforcer notre coopération économique, technologique et scientifique.

Tous les pays ont à gagner de cette telle coopération. En effet, les vaccins contre le COVID-19 n'auraient jamais pu être développés aussi rapidement si tout le monde n'avait pas pris conscience des enjeux et partagé toutes les connaissances et données disponibles. La même logique s'applique à d'autres défis tels que la dégradation de l'environnement et le réchauffement de la planète.

La pandémie a également démontré que la vulnérabilité des personnes était fortement liée à des facteurs socio-économiques et que les inégalités socio-économiques ont une forte incidence sur la résilience des citoyens face aux menaces pour la sûreté. Le COVID-19 a révélé un cercle vicieux: le développement non durable entraîne une dégradation de l'environnement qui induira de nouvelles menaces de pandémies, lesquelles entraîneront de nouveaux confinements, des ralentissements économiques et une augmentation du chômage.

Mme Barnett appelle à une plus grande utilisation des forums interparlementaires tels que l'AP OSCE. Le caractère unique et la valeur ajoutée de l'organisation découlent de son approche globale de la sécurité. L'économie, la science, la technologie et l'environnement sont des composantes fondamentales de cette sécurité. Les membres de l'AP OSCE peuvent conférer un effet de levier à cette organisation unique en promouvant son approche globale de la sécurité dans leurs pays. Dans cet esprit, Mme Barnett soutient pleinement le *Call for Action* (appel à l'action) lancé par l'organisation en décembre 2020, qui a réaffirmé l'objectif commun de répondre aux défis mondiaux par le dialogue et la coopération multilatérale. Mme Barnett est convaincue que l'AP OSCE et ses membres ont un rôle important à jouer pour rétablir la confiance politique et attirer l'attention sur le travail de l'organisation. En formant un front commun et en renforçant la coopération, ils peuvent

deze verbanden te weten te komen en zo verder een op wetenschap gestoeld beleid te bevorderen.

Deze verschrikkelijke gezondheidscrisis heeft volgens de voorzitter aangetoond dat een holistische en multidisciplinaire aanpak van milieuveiligheid nodig is. Nationale parlementen hebben een vitale rol in dit verband, namelijk de acties van de regeringen onder de loep nemen en groene en inclusieve herstelmaatregelen promoten. De pandemie heeft hierbij nog eens duidelijk gemaakt dat we mondiale uitdagingen als één mondiale gemeenschap moeten aanpakken om succesvol te kunnen zijn en daarom moeten we onze economische, technologische en wetenschappelijke samenwerking verder versterken.

Alle landen plukken volgens haar de vruchten van dergelijke samenwerking. Zo zouden de COVID-19-vaccins nooit zo snel ontwikkeld kunnen worden zijn als niet iedereen had beseft wat er op het spel stond en alle beschikbare kennis en data hadden gedeeld. Dezelfde logica is van toepassing voor andere uitdagingen zoals de verslechtering van het leefmilieu en de opwarming van de aarde.

De pandemie heeft ook aangetoond dat de kwetsbaarheid van mensen sterk wordt bepaald door socio-economische factoren en dat socio-economische ongelijkheid een sterke impact heeft op de weerbaarheid van onze burgers tegen bedreigingen van hun veiligheid. COVID-19 vestigde de aandacht op een vicieuze cirkel: niet-duurzame ontwikkeling leidt tot achteruitgang van de leefomgeving, wat zal leiden tot nieuwe pandemie-dreigingen die op hun beurt weer *lockdowns*, economische vertraging en bijkomende werkloosheid met zich meebrengen.

Mevrouw Barnett roept op om meer gebruik te maken van interparlementaire fora zoals de PA OVSE. Het unieke karakter en de toegevoegde waarde van de organisatie komen voort uit de alomvattende benadering van veiligheid. De economie, de wetenschap, de technologie en het leefmilieu vormen fundamentele componenten van deze veiligheid. De leden van de PA OVSE kunnen voor een hefboomwerking van deze unieke organisatie zorgen door in hun land haar alomvattende veiligheidsbenadering voor te staan. In de geest hiervan staat mevrouw Barnett volledig achter de *Call for Action* vanwege de organisatie in december 2020, waarbij de gemeenschappelijke doelstelling werd herbevestigd: antwoorden op mondiale uitdagingen met multilaterale dialoog en samenwerking. Mevrouw Barnett is er sterk van overtuigd dat de PA OVSE en haar leden een belangrijke rol te spelen hebben bij het herstellen van het politieke vertrouwen en bij het onder de aandacht brengen van het werk van

relever les défis qui se présentent à eux. Aujourd'hui c'est le COVID-19, qui sait ce que sera demain....

Mme Elona Hoxha (Albanie), rapporteure de la commission, estime elle aussi que cette opportunité doit être saisie collectivement et que l'on doit inciter les parlements à jouer un rôle central dans la création d'un nouvel ordre mondial post-COVID-19. Ce nouvel ordre mondial devra répondre au besoin de croissance économique tout en protégeant notre planète. Trouver cet équilibre délicat est le défi par rapport auquel les générations futures jugeront la génération actuelle. Il faudra un leadership fort pour développer un sens de la responsabilité commune qui mette de côté les intérêts nationaux dans l'intérêt de notre planète et de ses habitants.

Selon Mme Hoxha, l'AP OSCE est tout à fait disposée à coopérer activement avec la présidence et les organes de l'OSCE dans ce domaine afin de leur donner plus de poids pour réaliser les priorités de 2021: l'autonomisation économique des femmes, la lutte contre la corruption et la protection de l'environnement.

Mme Hoxha évoque ensuite le rôle clé que les parlements ont joué dans le contexte de la sécurité et de la relance économiques en votant des aides économiques et des mesures sanitaires urgentes sans précédent. Selon elle, la reprise socio-économique devrait être encore stimulée par des mesures d'atténuation et des investissements publics ciblés. La coopération entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci doit continuer à être encouragée afin que la récession ne se transforme pas en une dépression à long terme. Les députés européens doivent examiner de près les activités des gouvernements, prévenir les abus de pouvoir et promouvoir des mesures de relance globales et inclusives.

En ce qui concerne la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, la rapporteure estime qu'il convient de promouvoir la poursuite du rapprochement des politiques et de renforcer la volonté politique d'appliquer en permanence les principes de bonne gouvernance au niveau national. Les nouvelles technologies et la numérisation offrent des opportunités en or pour promouvoir la transparence, l'accessibilité de l'information et la responsabilisation.

Mme Hoxha partage l'analyse de Mme Barnett selon laquelle le COVID-19 a montré à quel point la sécurité est liée à la santé des citoyens, à la détérioration de l'environnement et au changement climatique. Les

de l'organisation. Door een gezamenlijk front te vormen en door de samenwerking te versterken kunnen zij de uitdagingen die op hun weg komen aanpakken. Vandaag is het COVID-19, wie weet wat het morgen zal zijn...

Mevrouw Elona Hoxha (Albanië), rapportrice van de commissie, beaamt dat men deze gelegenheid collectief moet aangrijpen en parlementen moet aanzetten om een centrale rol te spelen bij het creëren van een nieuwe post-COVID-19-wereldorde. Deze nieuwe wereldorde zal de nood aan economische groei moeten aanpakken en tegelijk onze planeet beschermen. Dit delicate evenwicht vinden is de uitdaging waar toekomstige generaties de huidige generatie op zullen afrekenen. Er zal een sterk leiderschap nodig zijn om een zin voor gemeenschappelijke verantwoordelijkheid te ontwikkelen waarbij de eigen nationale belangen opzij worden gezet in het belang van onze planeet en haar bewoners.

De PA OVSE is volgens mevrouw Hoxha maar al te bereid om op dit vlak actief samen te werken met het OVSE-voorzitterschap en de OVSE-instanties en hen zo meer slagkracht te geven om de prioriteiten voor 2021 te realiseren: economische *empowerment* van vrouwen, de strijd tegen corruptie en de bescherming van het leefmilieu.

Mevrouw Hoxha bespreekt vervolgens de sleutelrol die parlementen hebben gespeeld in het kader van de economische veiligheid en het economisch herstel door economische hulppakketten en dringende gezondheidsmaatregelen zonder voorgaande goed te keuren. Volgens haar moet het socio-economisch herstel verder gestimuleerd worden via mitigerende maatregelen en doelgerichte openbare investeringen. De samenwerking tussen en binnen landen moet verder worden bevorderd zodat de recessie niet omslaat in een lange-termijn-depressie. Parlementsleden moeten de activiteiten van de regeringen onder de loep nemen, machtsmisbruik tegengaan en alomvattende en inclusieve herstelmaatregelen bevorderen.

Voor wat goed bestuur en corruptiebestrijding betreft, moet volgens de rapporteur de verdere afstemming van het beleid worden bevorderd en moet de politieke wil om onafgebroken de principes van goed bestuur op nationaal vlak te implementeren worden versterkt. Nieuwe technologieën en digitalisering bieden gouden kansen om de transparantie en de toegankelijkheid van informatie en het afleggen van verantwoording te bevorderen.

Mevrouw Hoxha treedt mevrouw Barnett bij in haar analyse dat COVID-19 heeft aangetoond hoe sterk veiligheid verbonden is met de gezondheid van de burgers, de verslechtering van het leefmilieu en de

défis environnementaux ne conduisent peut-être pas directement à des conflits, mais ils affectent la vie des citoyens de nombreuses manières et constituent donc ainsi un risque pour la sécurité. Selon Mme Hoxha, la crise climatique est même la menace existentielle la plus urgente pour notre civilisation.

Les mesures concrètes qui, selon elle, devraient être envisagées sont les suivantes:

— protéger de manière proactive la nature, la biodiversité et le climat, notamment en faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils ratifient les accords internationaux pertinents, y compris l'Accord de Paris;

— promouvoir la coopération avec l'OSCE et développer de nouveaux partenariats avec des parties prenantes au niveau international;

— encourager l'échange de bonnes pratiques et faire prendre conscience aux parlementaires des mesures politiques et législatives nécessaires pour parvenir à une société respectueuse de l'environnement.

La rapporteuse fait également référence à l'étude susmentionnée de la *Società italiana di Medicina ambientale*. Afin d'empêcher la propagation du coronavirus dans des conditions de forte pollution atmosphérique, il semble essentiel de réduire les niveaux de particules. À court terme, cela peut, selon elle, se faire en arrêtant temporairement la circulation des voitures et des camions et en réduisant le chauffage aux combustibles fossiles dans les villes qui dépassent le niveau d'émission de particules fines pendant deux jours consécutifs. À moyen terme, on peut y parvenir en réduisant les processus de combustion des combustibles fossiles et des biocarburants et en favorisant la transition vers des sources d'énergie renouvelables.

D'un point de vue plus général, l'exposition à long terme à des niveaux élevés de particules fines semble avoir des effets chroniques sur la santé humaine, influençant l'évolution clinique des infections chez les personnes déjà affaiblies, notamment dans les groupes d'âge vulnérables. Des données récentes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montrent que 9 personnes sur 10 respirent un air à forte teneur en polluants, ce qui augmente le risque d'infarctus, de pneumonie et de décès.

Récemment, un tribunal du Royaume-Uni a jugé que la pollution atmosphérique avait joué un rôle clé dans la mort tragique d'un enfant de neuf ans. Cet enfant est devenu le premier enfant au Royaume-Uni, et peut-être

klimaatverandering. De uitdagingen op het vlak van het leefmilieu leiden misschien niet rechtstreeks tot conflicten, maar ze zijn wel op vele manieren bepalend voor het leven van de burgers en ze vormen daardoor een veiligheidsrisico. Volgens mevrouw Hoxha is de klimaatcrisis zelfs de dringendste existentiële bedreiging van onze beschaving.

Concrete maatregelen die volgens haar zouden moeten worden overwogen zijn:

— het proactief inzetten op de bescherming van de natuur, de biodiversiteit en het klimaat, ook door druk te zetten op regeringen om relevante internationale overeenkomsten te ratificeren, waaronder het Akkoord van Parijs;

— de samenwerking met de OVSE bevorderen en nieuwe partnerschappen met internationale *stakeholders* ontwikkelen;

— de uitwisseling van *best practices* stimuleren en de parlementsleden bewust maken van de politieke en wetgevende maatregelen die nodig zijn om tot een milieuvriendelijke samenleving te komen.

De rapporteur verwijst eveneens naar voornoemd onderzoek van de *Società italiana di Medicina ambientale*. Om de verspreiding van het coronavirus tegen te gaan bij hevige luchtvervuiling, lijkt het van kritisch belang te zijn om de partikelniveaus te reduceren. Dit kan volgens haar op korte termijn door het auto-en vrachtverkeer tijdelijk een halt toe te roepen en de verwarming met fossiele brandstoffen terug te schroeven in steden die twee opeenvolgende dagen het niveau voor de uitstoot van fijn stof overschrijden. Op middellange termijn kan dit door verbrandingsprocessen met fossiele brandstoffen en biobrandstoffen terug te dringen en de transitie naar hernieuwbare energiebronnen te bevorderen.

Wanneer men even naar het bredere plaatje kijkt, blijkt langdurige blootstelling aan hoge niveaus van fijn stof chronische gevolgen te hebben voor de menselijke gezondheid en beïnvloedt ze het klinisch verloop van infecties bij mensen die reeds verzwakt zijn, zeker bij kwetsbare leeftijdsgroepen. Recente data van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) tonen aan dat 9 op de 10 mensen lucht inademen die veel vervuillende stoffen bevat, hetgeen het risico op hartaanvallen, longontstekingen en overlijdens verhoogt.

Onlangs oordeelde een rechtbank in het Verenigd Koninkrijk dat luchtvervuiling een sleutelrol had gespeeld bij de tragische dood van een kind van negen jaar. Dit kind werd hierdoor het eerste kind in het Verenigd

l'un des premiers au monde, dont la cause de décès enregistrée est la pollution atmosphérique. Un mois avant cette session d'hiver, un tribunal administratif de Bordeaux a par ailleurs accordé le statut d'"étranger malade" à un demandeur d'asile souffrant d'une maladie respiratoire. Dans un jugement qui était apparemment une première, le tribunal a effectivement déclaré qu'il n'était pas sûr de renvoyer l'homme dans son pays en raison de l'environnement (surtout la pollution atmosphérique) qui y règne. Selon la rapporteuse, cela montre que la pollution atmosphérique constitue une menace mondiale majeure pour la sécurité humaine et qu'elle a également un impact sur la dynamique socio-économique de notre société.

Dans ce contexte, elle a déclaré que l'AP OSCE devrait servir encore davantage de plateforme pour le partage de solutions prometteuses et de catalyseur pour de nouveaux efforts dans ce domaine. Selon Mme Hoxha, les parlementaires devraient:

- défendre des mesures environnementales plus strictes;
- promouvoir le partage des connaissances interdisciplinaires, notamment entre les scientifiques et les décideurs politiques;
- élaborer de nouvelles lignes directrices stratégiques fondées sur les derniers développements en matière de sécurité et les découvertes scientifiques les plus récentes.

De ce fait, relever les défis mondiaux tels que le changement climatique, la pollution et la dégradation de l'environnement et leurs effets néfastes sur la santé et la sécurité est un élément clé pour les pays qui doivent reconstruire leur économie et accroître leur résistance aux nouveaux chocs. Selon la rapporteuse, le nouveau budget à long terme de l'Union européenne ainsi que l'initiative "*Next Generation UE*" représentent une opportunité incroyable de construire une Europe plus verte, plus numérique et plus résiliente. La transition verte est déjà en cours et les décideurs politiques devraient en exploiter tout le potentiel. Personne ne devrait être laissé à son sort, car la chaîne n'est aussi solide que son maillon le plus faible. Il n'existe qu'un seul environnement et tous les peuples et nations en ont besoin pour survivre et se développer. Selon Mme Hoxha, les États participants devraient donc envisager de:

- soutenir les projets qui privilégient les investissements dans les technologies vertes, les transports respectueux de l'environnement et la transition vers une économie à faible émission de carbone;

Koninkrijk, en mogelijkerwijs een van de eerste in de wereld, voor wie luchtvervuiling als doodsoorzaak werd geregistreerd. Een maand voor deze Winterzitting kende een administratieve rechtbank in Bordeaux overigens de status van "zieke buitenlander" toe aan een asielzoeker die aan een respiratoire aandoening leed. In een vonnis dat blijkbaar een primeur was verklaarde de rechtbank effectief dat het onveilig was de man terug te sturen naar zijn land omwille van het leefmilieu (vooral de luchtvervuiling) aldaar. Dit toont volgens de rapporteur aan dat luchtvervuiling een grote mondiale bedreiging van de menselijke veiligheid vormt en dat ze tegelijk ook een impact heeft op de socio-economische dynamiek binnen onze maatschappij.

In dit verband zou de PA OVSE volgens haar nog meer moeten dienen als een platform om veelbelovende oplossingen met elkaar te delen en als een katalysator voor verdere inspanningen op dit vlak. Volgens mevrouw Hoxha zouden parlementsleden:

- strengere milieumaatregelen moeten verdedigen;
- interdisciplinaire kennisdeling moeten bevorderen, in het bijzonder tussen wetenschappers en beleidsmakers;
- nieuwe beleidsrichtlijnen moeten uitwerken op basis van de laatste veiligheidsontwikkelingen en de meest recente wetenschappelijke bevindingen.

Hierdoor wordt het aanpakken van mondiale uitdagingen zoals de klimaatverandering, de vervuiling en de achteruitgang van het leefmilieu alsook hun schadelijke gevolgen voor de gezondheid en de veiligheid een sleutelement voor landen die hun economie moeten heropbouwen en hun weerbaarheid tegen nieuwe schokken moeten verhogen. Volgens de rapporteur vormt de nieuwe lange-termijn-begroting van de Europese Unie samen met *Next Generation EU* een ongelooflijke opportuniteit om een groener, digitaler en weerbaarder Europa uit te bouwen. De groene transitie vindt reeds plaats en de beleidsmakers zouden het volledig potentieel ervan moeten aanwenden. In dit verband zou er niemand aan zijn lot mogen overgelaten worden, want de ketting is maar zo sterk als haar zwakste schakel. Er is namelijk maar één leefmilieu en alle mensen en naties hebben het nodig om te overleven en te groeien. De deelnemende staten zouden volgens mevrouw Hoxha dan ook moeten overwegen om:

- projecten te steunen die prioritair investeren in groene technologieën, milieuvriendelijk transport en de transitie naar een lage koolstofuitstoot;

— soutenir la finance verte et l'économie verte qui prennent en compte les impacts environnementaux et renforcent la durabilité;

— saisir les opportunités offertes par la révolution numérique et les technologies émergentes pour soutenir la transition verte et assurer l'égalité, l'inclusion et la sécurité.

La rapporteuse conclut que, bien que la communauté internationale n'ait pas réussi à prévenir la pandémie, elle doit tirer les leçons de cette expérience tragique afin de mieux gérer des crises similaires à l'avenir et de protéger correctement notre planète et ses habitants. Les institutions nationales et internationales devraient jouer un rôle décisif à cet égard et garantir qu'il en ira effectivement ainsi. Selon Mme Hoxha, nous sommes à un tournant de l'histoire moderne et les femmes et hommes politiques doivent se montrer à la hauteur de la tâche.

M. Florian Raunig, président de la commission de l'Économie et de l'Environnement et représentant permanent de l'Autriche auprès de l'OSCE, évoque le travail que la commission aura à réaliser en 2021. En ce qui concerne l'année 2020, il souligne que les efforts de la commission ont mené à l'adoption par le conseil ministériel d'une décision intitulée "Prévenir et combattre la corruption grâce à la numérisation et à une transparence accrue".

L'intervenant présente ensuite le cadre de travail de la deuxième dimension pour l'année à venir, en se référant aux trois principaux forums. Le Forum sur l'économie et l'environnement sera consacré à la priorité accordée par la présidence à l'émancipation économique et à l'augmentation de la participation économique des femmes. Quant à la commission de l'Économie et de l'Environnement, le programme prévoit que les thèmes suivants y seront examinés: le climat, la biodiversité, le développement économique durable, la relance économique durable après la pandémie, la bonne gouvernance dans le domaine de l'environnement et la gestion des déchets dangereux. L'*Economic and Environmental Implementation Meeting* sera quant à lui consacré au thème de la corruption. M. Raunig estime que la corruption constitue une menace sérieuse et imminente pour la sécurité. Les résultats du conseil ministériel de Tirana de l'année dernière ont permis de faire un grand pas en avant en termes d'engagement commun pour combattre ce phénomène dangereux.

L'intervenant souligne que le potentiel de la deuxième dimension est souvent cité. Or, il est généralement admis que ce potentiel n'est pas suffisamment exploité.

— de la groene financiering en de groene economie te ondersteunen die rekening houden met de milieu-impact en de duurzaamheid versterken;

— de opportuniteiten te omarmen die de digitale revolutie en opkomende technologieën bieden om de groene transitie te ondersteunen en gelijkheid, inclusiviteit en veiligheid te verzekeren.

De rapporteur besluit dat de internationale gemeenschap er weliswaar niet in geslaagd is om de pandemie te voorkomen, maar dat ze lessen zou moeten trekken uit deze tragische ervaring om in de toekomst beter om te gaan met gelijkaardige crisissen en onze planeet en haar bewoners degelijk te beschermen. Nationale en internationale instellingen zouden hierbij een doorslaggevende rol moeten spelen en ervoor zorgen dat dit effectief gebeurt. Volgens mevrouw Hoxha hebben we te maken met een mijlpaal in de moderne geschiedenis en moeten politici zorgen dat ze opgewassen zijn tegen deze taak.

De heer Florian Raunig, voorzitter van de Commissie Economie en Leefmilieu en permanent vertegenwoordiger van Oostenrijk bij de OVSE, blikt vooruit op het werk van de commissie in 2021. Voor wat 2020 betreft, wil hij er nog op wijzen dat de inspanningen van de commissie ertoe hebben geleid dat de ministeriële raad een belangrijke beslissing heeft aangenomen over "Preventing and Combatting Corruption through digitalization and increased transparency".

Vervolgens gaat hij in op het werkingskader voor de Tweede Dimensie tijdens het komende jaar aan de hand van de drie belangrijkste fora. Het Forum Economie en Leefmilieu zal gewijd zijn aan de prioriteit die het voorzitterschap geeft aan economisch *empowerment* en een verhoogde economische deelname van vrouwen. Voor wat de Commissie Economie en Leefmilieu (EEC) betreft, voorziet het programma dat volgende thema's onder de loep zullen worden genomen: het klimaat, biodiversiteit, duurzame economische ontwikkeling, het duurzaam economisch herstel na de pandemie, goed bestuur op het vlak van leefmilieu en het beheer van gevaarlijk afval. De *Economic and Environmental Implementation Meeting* zal gewijd worden aan het thema corruptie. Volgens de heer Raunig vormt corruptie een imminente sterke bedreiging van de veiligheid. Dankzij het resultaat van de ministeriële raad in Tirana het afgelopen jaar werd het volgens hem mogelijk om een grote stap vooruit te zetten inzake de gemeenschappelijke verbintenis om dit gevaarlijke fenomeen te bestrijden.

Hij wijst erop dat het potentieel van de Tweede Dimensie vaak wordt aangehaald. Tegelijk is men het er echter over eens dat dit potentieel onvoldoende

L'intervenant estime que l'AP OSCE a un rôle de plus en plus important et de plus en plus stimulant à jouer à cet égard. Les parlementaires sont mandatés par leur population; ils sont donc bien placés pour lutter contre le manque de connaissances et de confiance et pour promouvoir la compréhension mutuelle. En transcendant les barrières mentales, émotionnelles et politiques existantes, l'AP OSCE a le potentiel d'ancrer la coopération transfrontalière en matière d'économie et d'environnement. L'intervenant invite donc tous les membres à travailler ensemble pour promouvoir la volonté de coopérer, le sens du compromis et la volonté politique de réaliser ce potentiel.

M. Vuk Zugic, coordinateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, souligne que ses services continueront à fournir un soutien ciblé pour promouvoir la bonne gouvernance et un environnement commercial positif. Ils se concentreront à cet égard sur la lutte contre la corruption, sur la lutte contre le blanchiment d'argent et sur le recouvrement des avoirs, en ayant notamment recours à des outils numériques et en utilisant les nouvelles technologies. Il s'agit de l'un des objectifs clés convenus lors du conseil ministériel de Tirana. La première réunion préparatoire du Forum sur l'économie et l'environnement s'est tenue une semaine avant la conférence. Au cours de cette réunion, M. Vugic a pu s'entretenir avec Mme Hedy Fry, représentante spéciale de l'AP OSCE pour les questions de genre, sur le thème de l'émancipation économique des femmes.

L'égalité de genre est selon lui un élément important pour la stabilité macroéconomique; elle devrait figurer en tête des priorités des décideurs politiques et des parlementaires. Il faudrait développer des politiques visant à créer des conditions équitables pour que les femmes puissent exercer leurs droits socioéconomiques. L'intervenant songe en particulier à la santé des femmes, à l'accès à l'éducation et à l'accès aux services financiers et aux technologies. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'égalité et de justice sociales. Il s'agit également d'outils puissants de nature à stimuler l'économie dans son ensemble. Les engagements de l'OSCE sont du reste également basés sur ces constatations. L'impact de la pandémie requiert que ces engagements soient traduits en mesures politiques pertinentes.

Au cours du débat qui s'ensuit, *M. Sheldon Whitehouse (États-Unis, Sénat)* indique que des avancées ont été réalisées en ce qui concerne le climat et la lutte contre la corruption. Il annonce le retour des États-Unis et en particulier de John Kerry dans le dossier du climat. Son pays est déterminé à faire de la COP de Glasgow un

gebruikt wordt. Hij denkt dat er in dit verband een steeds belangrijkere en uitdagendere rol weggelegd is voor de PA OVSE. Parlementsleden hebben een mandaat van hun bevolking en ze zijn daardoor de aangewezen personen om het gebrek aan kennis en vertrouwen tegen te gaan en wederzijds begrip te bevorderen. Door bestaande mentale, emotionele en politieke barrières te overstijgen heeft de PA OVSE het potentieel om grensoverschrijdende samenwerking inzake economie en leefmilieu te verankeren. Hij nodigt dan ook alle leden uit om samen de bereidheid tot samenwerking, de zin voor compromis en de politieke wil los te weken om dit potentieel waar te maken.

De heer Vuk Zugic, coördinator van de OVSE-activiteiten op het vlak van economie en leefmilieu, laat tijdens zijn presentatie weten dat zijn diensten doelgerichte ondersteuning zullen blijven bieden om goed bestuur en een positief handelsklimaat te bevorderen. Zij zullen hierbij focussen op corruptiebestrijding, de strijd tegen witwasactiviteiten en ontneming van vermogensbestanddelen en zullen daarvoor ook digitale hulpmiddelen en nieuwe technologieën inzetten. Dit is een van de belangrijkste doelstellingen die werden overeengekomen tijdens de ministeriële raad in Tirana. Een week voor deze conferentie werd de eerste voorbereidende vergadering gehouden van het Forum Economie en Leefmilieu. Tijdens deze vergadering kon de heer Vugic van gedachten wisselen over de economische *empowerment* van vrouwen met mevrouw Hedy Fry, bijzonder vertegenwoordigster voor gender van de PA OVSE.

Gendergelijkheid is volgens hem belangrijk met het oog op het bereiken van macro-economische stabiliteit en ze zou hoog op de agenda van de beleidsmakers en parlementsleden moeten staan. Beleidsmaatregelen die erop gericht zijn om een gelijk speelveld voor vrouwen te creëren met het oog op de uitoefening van hun socio-economische rechten. Hij denkt in het bijzonder aan de gezondheid van vrouwen, de toegang tot onderwijs, de toegang tot financiële diensten en technologieën. Dit is niet alleen een kwestie van sociale gelijkheid en rechtvaardigheid. Het gaat ook over krachtige middelen om de economie in haar geheel aan te zwengelen. De OVSE-verbintenissen werden overigens vorm gegeven op basis van deze bevindingen. De impact van de pandemie schreeuwt er volgens de heer Vugic om dat deze verbintenissen worden omgezet in relevante beleidsmaatregelen.

Tijdens het daaropvolgend debat laat *de heer Sheldon Whitehouse (Verenigde Staten, Senaat)* weten dat hij vooruitgang op het vlak van het klimaat en corruptiebestrijding kan melden. Voor wat de klimaatzaak betreft, deelt hij mee dat de Verenigde Staten terug zijn en dat de heer John Kerry terug is. Zijn land is vastbesloten om

succès encore plus grand que celui de la COP de Paris. En matière de lutte contre la corruption, les États-Unis viennent d'adopter une nouvelle législation importante sur les sociétés écrans. Pendant trop longtemps, des États régis par l'État de droit ont permis aux voleurs corrompus, aux kleptocrates et aux autocrates de transférer leurs avoirs dans une économie mondiale souterraine, au sein de l'État de droit. M. Whitehouse espère que les pays participants pourront continuer à travailler ensemble pour éradiquer cette économie souterraine. Bien qu'il s'agisse d'une matière nationale, il tient également à dire que le secteur des combustibles fossiles de son pays laisse encore son argent noir s'infiltrer dans la politique américaine pour ralentir le progrès, mais il est convaincu que ce problème peut également être surmonté.

Mme Hedy Fry (Canada, Chambre des communes), représentante spéciale sur les questions d'égalité entre les hommes et les femmes auprès de l'AP OSCE, revient sur les interventions relatives à l'économie après la pandémie de COVID-19. Il s'agira d'une nouvelle économie, et les filles et les garçons doivent y être préparés et être encouragés le plus possible à faire leur choix d'études parmi les disciplines STEM. Les femmes devraient être en première ligne, car elles ont été les plus touchées par la pandémie. Selon l'oratrice, les économies ne seront jamais prospères si elles ne valorisent pas tous leurs atouts, ce qui signifie que les femmes et les hommes doivent avoir toutes les chances.

Mme Gwen Moore (États-Unis, Congrès) abonde dans le même sens et souligne que 70 % des professions de santé sont occupées par des femmes, souvent issues de minorités ethniques. Selon elle, ces femmes sont encore plus vulnérables pendant cette crise sanitaire. Mme Moore met également en garde contre la "pandémie fantôme" de la violence domestique, qui doit plus que jamais être combattue.

3. Commission Démocratie et Droits de l'Homme – président: M. Kyriakos Hadjiyianni (Chypre)

Mme Kari Henriksen (Norvège), vice-présidente de l'AP OSCE et rapporteure de la commission, présente ses idées et ses intentions pour son rapport de la 29^e session annuelle en juillet 2021. Elle souligne que les droits de l'homme ont été mis à l'épreuve suite aux mesures prises dans le cadre de la pandémie. Elle estime que, dans l'ensemble, le COVID-19 a amplifié d'autres défis. C'est cette thématique que Mme Henriksen souhaite développer dans son rapport et dans sa résolution. Dans son texte final, elle souhaite se concentrer sur cinq groupes de défis et réfléchir à un certain nombre de solutions.

van de COP in Glasgow nog een groter succes maken dan de COP van Parijs. Inzake corruptiebestrijding hebben de VS zonet belangrijke nieuwe wetgeving aangenomen op het vlak van lege vennootschappen. Rechtsstaten hebben te lang toegelaten dat corrupte dieven, kleptocraten en autocraten met hun vermogensbestanddelen terecht konden in een zwarte mondiale economie binnen de rechtstaat. De heer Whitehouse hoopt dat de deelnemende landen kunnen blijven samenwerken om die duistere economie uit te roeien. Hoewel het om een nationale materie gaat, wil hij ook nog kwijt dat de sector van de fossiele brandstoffen in zijn land haar duister geld nog steeds laat doorsijpelen in de Amerikaanse politiek om de vooruitgang te vertragen, maar hij heeft er alle vertrouwen in dat ook dit probleem kan overwonnen worden.

Mevrouw Hedy Fry (Canada, House of Commons), bijzonder vertegenwoordigster voor gender van de PA OVSE, verwijst naar de tussenkomsten over de post-COVID-19-economie. Dit zal een nieuwe economie zijn en meisjes en jongens moeten hier volgens haar op voorbereid worden en zoveel mogelijk gestimuleerd worden om STEM-richtingen te volgen. Vrouwen moeten hierbij op het voorplan staan want zij werden het ergst getroffen door de pandemie. Volgens haar zullen economieën het nooit goed doen als ze niet alle troeven uitspelen en dit houdt dan zeker in dat vrouwen en mannen alle kansen moeten krijgen.

Mevrouw Gwen Moore (Verenigde Staten, Congress) sluit hierbij aan door erop te wijzen dat 70 % van de gezondheidsberoepen door vrouwen worden ingevuld, waarbij het vaak om etnische minderheden gaat. Deze vrouwen zijn volgens haar nog kwetsbaarder tijdens deze gezondheids crisis. Mevrouw Moore wil ook waarschuwen voor de "schaduwpanndemie" van het huiselijk geweld die meer dan ooit moet worden aangepakt.

3. Commissie Democratie en Mensenrechten – voorzitter: de heer Kyriakos Hadjiyianni (Cyprus)

Mevrouw Kari Henriksen (Noorwegen), ondervoorzitster van de PA OVSE en rapporteur van de commissie, zet haar ideeën en intenties uiteen voor haar verslag voor de 29^e Jaarlijkse Zitting in juli 2021. Ze wijst erop dat door de maatregelen in het kader van de pandemie de mensenrechten in de verdrukking zijn gekomen. Algemeen kan men volgens haar stellen dat COVID-19 andere uitdagingen vergroot heeft. Dit is waar mevrouw Henriksen verder op wil ingaan in haar verslag en in haar resolutie. Ze wil in haar eindtekst focussen op vijf groepen van uitdagingen en nadenken over een aantal oplossingen.

Elle entend évoquer en premier lieu le sort des migrants en fuite, et particulièrement des enfants et des femmes. Les migrants sont confrontés à de nouvelles fermetures de frontières, à la violence associée à la traite des êtres humains et à de graves menaces pour leur bien-être dans les camps de réfugiés. Les défis sociaux et économiques touchent les femmes et les enfants avec une acuité particulière. On constate notamment une augmentation de la violence domestique due aux confinements, pour laquelle des solutions communes doivent être trouvées.

Le COVID-19 a également exercé une pression sans précédent sur les systèmes de soins de santé. Mme Henriksen est sûre que de nombreux membres seront d'avis que ces systèmes présentent des failles. Selon elle, il est temps de reconnaître l'accès à des soins de santé efficaces comme un droit de l'homme à part entière. Les défis en matière de soins de santé sont aussi importants pour la sécurité de la population que la protection contre les attaques terroristes, et les gouvernements devraient donc prendre leurs responsabilités à cet égard. Cela vaut également pour les personnes qui sont en prison ou dans des camps de migrants. Les soins de santé constituent un aspect crucial d'une société robuste et sûre.

Un troisième problème pour lequel il convient de trouver des solutions est celui des personnes qui fuient les conflits. Les combats dans le Haut-Karabakh à la fin de l'année 2020 ont fait des milliers de morts et d'innombrables personnes ont été contraintes de quitter leur foyer. Le conflit en Ukraine entre maintenant dans sa septième année et les habitants de la région sont confrontés quotidiennement à de nombreuses difficultés. Dans la recherche de solutions durables aux défis politiques, Mme Henriksen estime que les conséquences humanitaires, qui sont considérables, doivent être au centre des préoccupations.

Selon la rapporteuse, les confinements généralisés décrétés en réponse à la pandémie ont clairement eu un impact direct sur les droits fondamentaux des personnes. Elle estime que les restrictions nécessaires au droit d'association ne justifient pas la répression des manifestations pacifiques qui se sont déroulées en Biélorussie et en Russie, ainsi qu'aux États-Unis (manifestations liées au mouvement "*Black lives matter*"). Elle souligne que ce qui est en jeu ici, c'est la liberté d'expression et la liberté des médias. Il n'est en aucun cas acceptable de s'en prendre violemment à des journalistes et à des citoyens ordinaires qui veulent diffuser des informations correctes. D'autre part, un contrôle plus rigoureux des médias sociaux est nécessaire: divers forums sont mis à profit par des groupuscules violents et idéologiques à des fins de corruption, pour diffuser des discours de

In de eerste plaats wil ze het hebben over migranten op de vlucht, waarbij kinderen en vrouwen bijzondere aandacht moeten krijgen. Migranten hebben nu te maken met bijkomende sluitingen van de grenzen, geweld dat gepaard gaat met mensenhandel en ernstige bedreigingen van hun welzijn in kampen. De sociale en economische uitdagingen zijn bijzonder hard voor vrouwen en kinderen. Zo is er een toename van huiselijk geweld door de *lockdowns* waarvoor gemeenschappelijke oplossingen moeten gevonden worden.

COVID-19 heeft ook gezorgd voor een ongeziene druk op de gezondheidszorgsystemen. Mevrouw Henriksen is er zeker van dat vele leden van oordeel zullen zijn dat er mankementen zijn in die systemen. Volgens haar is het tijd om effectieve gezondheidszorg als een volwaardig mensenrecht te erkennen. De uitdagingen inzake gezondheidszorg zijn even belangrijk voor de veiligheid van de bevolking als de bescherming tegen terreuraanvallen en regeringen moeten dan ook hun verantwoordelijkheid nemen. Dit geldt ook voor mensen die in de gevangenis of in migrantenkampen zitten. Gezondheidszorg is een cruciaal aspect van robuuste en veilige samenlevingen.

Een derde probleem waarvoor oplossingen moeten gezocht worden zijn mensen die op de vlucht zijn ten gevolge van conflicten. De gevechten in Nagorno-Karabach eind 2020 hadden duizenden doden voor gevolg en ontelbare andere mensen werden gedwongen hun huizen te verlaten. Het conflict in Oekraïne gaat nu het zevende jaar in en de mensen in het gebied hebben dagelijks te maken met allerlei ontberingen. Bij het zoeken naar blijvende oplossingen voor de politieke uitdagingen moeten volgens mevrouw Henriksen de gigantische humanitaire gevolgen centraal staan.

De wijdverspreide *lockdowns* in antwoord op de pandemie hebben volgens de rapporteur duidelijk een rechtstreekse impact gehad op de fundamentele rechten van mensen. Zij laat weten dat de noodzakelijke beperkingen van het recht op vereniging geen rechtvaardiging vormen voor de onderdrukking van de vreedzame protesten die te zien waren in Belarus en in Rusland evenals in de Verenigde Staten tijdens de "*Black lives matter*"-manifestaties. Zij wijst erop dat de vrijheid van meningsuiting en de vrijheid van media hier op het spel staan. Journalisten en gewone burgers die correcte informatie willen verspreiden in elkaar slaan kan op geen enkele manier gerechtvaardigd worden. Er is tegelijk ook een ernstigere aanpak van sociale media nodig: verschillende fora worden gebruikt door gewelddadige en ideologische groepen voor haatspraak, corruptie,

haine, commettre des abus sexuels, mettre à mal des institutions démocratiques et faire de la désinformation. Mme Henriksen attend avec impatience l'action de la nouvelle représentante spéciale pour la liberté des médias, mais elle trouve également que les parlementaires devraient débattre largement de cette question et tenter de trouver des solutions afin de garantir la liberté d'expression tout en protégeant les citoyens contre la discrimination, les abus et les poursuites.

Le cinquième thème du rapport visera la démocratie robuste et inclusive. L'identité, la foi et les symboles religieux de chaque individu doivent être respectés et pouvoir avoir une place dans la société au sens large. Selon la rapporteuse, les sociétés inclusives et tolérantes sont le socle de la démocratie. À ses yeux, la pandémie a eu un impact sur un grand nombre de nos processus démocratiques, en entraînant notamment l'imposition de l'état d'urgence et de nombreux ajustements des campagnes électorales.

M. Matteo Mecacci, directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE, indique que les membres du BIDDH ont été les premiers à reprendre l'observation des élections durant la pandémie, ce qui démontre, selon lui, leur attachement aux valeurs démocratiques. Il se réjouit en outre que l'AP OSCE les ait rejoints au cours du second semestre pour cette composante importante du processus démocratique. Il remercie les participants de l'AP OSCE qui ont pris des risques personnels en voyageant en ces temps de pandémie.

En ce qui concerne les mesures prises par les pays participants durant la pandémie, il souligne que, comme chacun le sait, certaines mesures restrictives étaient nécessaires pour lutter contre la pandémie. Selon lui, il faut toutefois garder à l'esprit que ces mesures ont une incidence importante sur les droits de l'homme, les libertés fondamentales et le fonctionnement des institutions démocratiques. Les pays de l'OSCE ont restreint la liberté de mouvement, le droit d'association ainsi que le fonctionnement des parlements et des tribunaux, des associations de défense des droits de l'homme, de la société civile, etc., qui sont autant de gardiens, en temps normal, des institutions démocratiques.

Selon M. Mecacci, le COVID-19 a constitué un test de résistance pour nos institutions démocratiques. Le BIDDH a dès lors décidé d'analyser les mesures d'urgence prises dans la zone de l'OSCE. M. Mecacci partage en outre un certain nombre de conclusions communes. Souvent, les mesures d'urgence ne garantissaient pas suffisamment la sécurité juridique et leur durée était

seksueel misbruik, de ondermijning van democratische instellingen en de verspreiding van *fake news*. Zij kijkt uit naar de activiteiten van de nieuwe bijzondere vertegenwoordigster voor de vrijheid van de media, maar zij vindt ook dat parlementsleden hierover breed moeten discussiëren en oplossingen trachten te vinden die vrije meningsuiting toelaten maar tegelijk ook burgers beschermen tegen discriminatie, misbruik en vervolging.

Het vijfde thema van het verslag zal de robuuste en inclusieve democratie zijn. De identiteit, het geloof en de religieuze symbolen van elk individu moeten gerespecteerd worden en zij moeten een plaats in de bredere samenleving kunnen hebben. Inclusieve en tolerante samenlevingen vormen volgens de rapporteur het fundament van de democratie. De pandemie heeft volgens haar op veel van onze democratische processen een impact gehad, onder meer doordat er een noodtoestand werd opgelegd en doordat er veel aanpassingen van verkiezingscampagnes nodig waren.

De heer Matteo Mecacci, directeur van het Bureau voor Democratische Instellingen en Mensenrechten (ODIHR) van de OVSE, laat weten dat zij de eersten waren die opnieuw begonnen zijn met verkiezingswaarnemingen tijdens de pandemie. Dit toont volgens hem de gehechtheid aan de democratische waarden aan en hij is verheugd dat de PA OVSE hen tijdens de tweede helft van het jaar heeft vervoegd voor deze belangrijke component van het democratische proces. Hij dankt de leden van de PA OVSE die deelnamen om persoonlijke risico's te nemen door te reizen in deze tijden van pandemie.

Voor wat betreft de maatregelen die door de deelnemende landen werden genomen tijdens de pandemie, wijst hij erop dat iedereen weet dat bepaalde beperkende maatregelen nodig waren om de pandemie te bestrijden. Tegelijk mag men volgens hem niet vergeten dat deze maatregelen een sterke impact hadden op mensenrechten, de fundamentele vrijheden en de werking van de democratische instellingen. OVSE-landen beperkten de vrijheid van verkeer, het recht op vereniging evenals de werking van het Parlement en van rechtbanken, van mensenrechtenverenigingen, van de burgermaatschappij, ... die allemaal de normale behoeders van de democratische instellingen zijn.

COVID-19 was volgens de heer Mecacci een stresstest voor onze democratische instellingen en ODIHR besloot daarom om de noodmaatregelen die in de OVSE-regio genomen werden te analyseren. De heer Mecacci deelt vervolgens een aantal gemeenschappelijke bevindingen mee. Vaak ontbrak het de noodmaatregelen aan rechtszekerheid en hadden ze een onbepaalde duur

indéterminée. Il leur manquait une clause d'extinction mettant fin aux mesures d'urgence du gouvernement. Parfois, on a également relevé un manque de proportionnalité, une méconnaissance de la dimension du genre et de la diversité, et une prise en compte insuffisante des groupes vulnérables. Les mesures d'urgence ont en outre eu un impact grave sur le contrôle Parlementaire, qui est une fonction essentielle de la démocratie. De manière générale, les 56 parlements de la zone OSCE ont réagi différemment à la pandémie et de nombreux pays ont vraiment tenté de tout faire fonctionner aussi normalement que possible.

Il y a, selon M. Mecacci, quelques enseignements positifs à retenir, comme la possibilité d'organiser des réunions ou des votes à distance. Dans certains cas, le BIDDH a toutefois également observé une réduction du nombre de réunions de commission et de réunions plénières, ainsi qu'un affaiblissement général du processus législatif. Parfois, il a été constaté que des parlements avaient perdu leur capacité de fonctionnement et avaient *de facto* renoncé à leur fonction législative. Comme cela a déjà été souligné, de nombreux pays ont été en mesure de faire face à la situation, mais certains pays ont en revanche profité de la pandémie pour rogner sur les droits démocratiques et l'État de droit.

Selon M. Mecacci, cette crise a démontré la fragilité des institutions multilatérales – l'OSCE n'y ayant pas échappé – mais aussi leur utilité pour réagir collectivement aux défis en matière de sûreté. Cette crise a également montré combien l'engagement des citoyens et des communautés, mais aussi la confiance entre les citoyens et les institutions étaient nécessaires. Le besoin de justice sociale et d'inclusion pour protéger les communautés vulnérables s'est de nouveau fait sentir. M. Mecacci souligne que le BIDDH reste prêt à aider les États participants dans cette crise et renvoie à cet égard à la boîte à outils développée par le Bureau. Il demande aux personnes présentes d'inciter leurs gouvernements respectifs à recourir à cette possibilité. Il peut s'agir du soutien du processus législatif, du renforcement des capacités, du contrôle des parlements ou de la protection des défenseurs des droits de l'homme.

Mme Teresa Ribeiro, représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, souligne que le COVID-19 est la première pandémie de l'histoire dans le cadre de laquelle les réseaux sociaux sont utilisés à grande échelle pour informer les gens des règles à suivre, de l'évolution de la pandémie et des mesures socio-économiques. Par ailleurs, elle observe beaucoup d'informations erronées et de désinformation. Dans de nombreux cas, les autorités publiques encouragent la propagation d'affirmations

zonder een “*sunset*”-clausule die een einde maakt aan de dringende regeringsmaatregelen. Soms was er ook een gebrek aan proportionaliteit, was men blind voor gender en diversiteit en hield men onvoldoende rekening met kwetsbare groepen. De noodmaatregelen hadden ook een ernstige invloed op de parlementaire controle die een essentiële functie van de democratie is. Algemeen gezien reageerden de 56 parlementen van de OVSE-regio verschillend op de pandemie en in veel landen probeerde men echt om alles zo goed als normaal te doen verlopen.

Er zijn volgens de heer Mecacci een aantal positieve lessen die we kunnen onthouden zoals de mogelijkheid om vanop afstand te vergaderen of te stemmen. In sommige gevallen heeft ODIHR echter ook een vermindering van het aantal commissievergaderingen en van het aantal plenaire vergaderingen vastgesteld evenals een algemene verzwakking van het wetgevend proces. In een aantal gevallen zag men parlementen die niet meer in staat waren om te functioneren en *de facto* afzagen van hun wetgevende functie. Veel landen gingen zoals gezegd goed om met de situatie, maar er waren ook enkele die gebruik hebben gemaakt van de pandemie om de democratische standaarden en de rechtsstaat terug te schroeven.

Deze crisis heeft volgens de heer Mecacci de kwetsbaarheid van multilaterale instellingen aangetoond – ook de OVSE kreeg ermee te maken – maar tegelijk ook hun nut om collectief op veiligheidsuitdagingen te reageren. De crisis heeft ook de nood aan geëngageerde burgers en gemeenschappen evenals aan vertrouwen tussen burgers en instellingen aangetoond. Ook de nood aan sociale rechtvaardigheid en inclusie om de kwetsbare gemeenschappen te beschermen bleek nog maar eens. De heer Mecacci benadrukt dat ODIHR blijft klaar staan om de deelnemende staten bij te staan in deze crisis en hij verwijst in dit verband naar de *toolbox* die het Bureau hiervoor ontwikkeld heeft. Hij vraagt de aanwezigen om hun regering aan te zetten om gebruik te maken van deze mogelijkheid. Het kan dan gaan over steun bij het wetgevend proces, capaciteitsopbouw, monitoring van parlementen of de bescherming van verdedigers van mensenrechten.

Mevrouw Teresa Ribeiro, vertegenwoordigster van de OVSE voor de vrijheid van media, wijst erop dat COVID-19 de eerste pandemie in de geschiedenis is waarbij sociale media op massale schaal worden gebruikt om de mensen op de hoogte te houden van de regels die moeten worden gevolgd, van de evolutie van de pandemie en van de socio-economische maatregelen. Tegelijk stelt ze een overaanbod aan foute informatie en desinformatie vast. In heel wat gevallen moedigen

qu'elles savent fausses, ou le font elles-mêmes, pour des raisons politiques qui leurs sont propres. Dans d'autres cas, les gouvernements appliquent des interdictions générales et abusives, en ce qui concerne la diffusion d'informations basées sur des idées ambiguës, y compris à propos des nouvelles mensongères, ce qui est incompatible avec les engagements de l'OSCE et les normes internationales relatives aux restrictions de la liberté des médias. Certaines autorités publiques ont par ailleurs profité de cette crise pour faire taire certaines voix critiques et prendre des mesures d'urgence trop restrictives et disproportionnées. La méfiance à l'égard des journalistes et des médias s'est considérablement accrue au cours de l'année écoulée, alimentant encore davantage la désinformation.

Mme Ribeiro rappelle que ces problèmes ne sont pas neufs. Ils ne sont pas apparus pendant la pandémie et ne prendront pas fin en même temps qu'elle. Selon Mme Ribeiro, la crise actuelle montre toutefois combien il importe que les États participants disposent d'institutions indépendantes établies et que les citoyens aient accès à des informations fiables et transparentes. Mme Ribeiro estime que les gouvernements et les parlements ont un rôle à jouer à cet égard. Dans toute la région de l'OSCE, la pandémie a mis en évidence des tendances et des évolutions qui existaient déjà à l'égard de la liberté des médias et de la liberté d'expression. La liberté d'expression en tant que droit de l'homme suppose l'obligation, pour les gouvernements et les parlements, d'autoriser des médias libres. Ils doivent également favoriser l'accès à l'information et protéger la diversité des médias. Il en va de même pour les médias qui évaluent les mesures politiques et demandent des comptes aux dirigeants. Les pays participants doivent dès lors favoriser le pluralisme médiatique au même titre que le journalisme d'investigation libre et basé sur les faits. Il s'agit des meilleurs instruments pour lutter contre les fausses informations. En outre, l'éducation aux médias doit être encouragée afin que les citoyens soient mieux en mesure de faire leurs choix sur la base d'informations exactes.

Rapports relatifs aux missions d'observation électorale

Les chefs de délégation font rapport sur les missions d'observation électorale au Monténégro, en Géorgie, aux États-Unis d'Amérique, au Kazakhstan et au Kirghizistan. Leurs rapports complets sont accessibles à l'adresse suivante: <https://www.oscepa.org/documents/election-observation/election-observation-statements>.

overheidsinstanties de verdere verspreiding aan van beweringen waarvan ze weten dat ze fout zijn of doen ze het zelf en dit voor hun eigen politieke doelstellingen. In andere gevallen nemen regeringen algemene en valse verboden aan op de verspreiding van informatie die gebaseerd is op dubbelzinnige ideeën, waaronder *fake news* dat onverenigbaar is met de verbintenissen in het kader van de OVSE en de internationale standaarden inzake beperkingen van de vrijheid van media. Sommige overheden hebben ook gebruik gemaakt van deze crisis om kritische stemmen de mond te snoeren en te beperkende en buitenproportionele noodmaatregelen te nemen. Het wantrouwen tegenover journalisten en de media is het afgelopen jaar gevoelig toegenomen waardoor desinformatie verder wordt gevoed.

Mevrouw Ribeiro herinnert eraan dat deze problemen niet nieuw zijn. Ze zijn niet begonnen tijdens de pandemie en zullen ook niet samen met haar eindigen. De huidige crisis toont volgens haar echter aan hoe belangrijk het is dat de deelnemende staten over gevestigde onafhankelijke instellingen beschikken en dat burgers toegang hebben tot betrouwbare en transparante informatie. Mevrouw Ribeiro denkt dat er hier een rol weggelegd is voor regeringen en parlementen. De pandemie was in de hele OVSE-regio een soort vergrootglas voor reeds bestaande tendensen en evoluties op het vlak van vrijheid van media en vrijheid van meningsuiting. Vrijheid van meningsuiting als een mensenrecht veronderstelt de verplichting voor regeringen en parlementen om vrije media toe te laten. Hieronder valt ook het bevorderen van de toegang tot informatie en het beschermen van de verscheidenheid aan media. Dit geldt evenzeer voor media die de beleidsmaatregelen tegen het licht houden en de machthebbers verantwoording laten afleggen. Daarom moeten de deelnemende landen het pluralisme van de media bevorderen evenals vrije en op feiten gebaseerde onderzoeksjournalistiek. Dit zijn de beste instrumenten om foute informatie tegen te gaan. Daarnaast moet mediageletterdheid worden gestimuleerd zodat burgers beter op basis van de juiste informatie keuzes kunnen maken.

Verslagen over de verkiezingswaarnemingsopdrachten

De delegatieleiders brengen verslag uit over de verkiezingswaarnemingen in Montenegro, Georgië, de Verenigde Staten van Amerika, Kazachstan en Kirgizië. De volledige verslagen kunnen geraadpleegd worden vanop de volgende webpagina: <https://www.oscepa.org/documents/election-observation/election-observation-statements>.

Débat

Au cours du débat ouvert, *Mme Ani Samsonyan (Arménie)* signale que son pays a rempli toutes les obligations prévues par l'accord trilatéral du 9 novembre 2020. Elle souligne que l'une des obligations imposées à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan était d'échanger les soldats et les civils capturés. Il s'agit de toute façon aussi d'une règle du droit international, notamment de la troisième Convention de Genève. Il avait été convenu que cet échange de prisonniers serait fondé sur le principe du "all for all", mais l'Azerbaïdjan a artificiellement retardé ce processus et a en outre capturé 62 soldats supplémentaires après le cessez-le-feu et après avoir attaqué deux villages dans la région d'Artsakh près de Hadrou, qui était contrôlée par le camp arménien. En outre, des procès ont été ouverts en Azerbaïdjan contre ces soldats pour les faire passer pour des terroristes et les punir. Il ne devrait s'agir que d'un problème de droit humanitaire international, mais l'Azerbaïdjan tente de politiser ce processus pour faire pression sur l'Arménie et en tirer des avantages, ce qui est contraire au droit international. Mme Samsonyan estime que ces agissements de la part de l'Azerbaïdjan sont très similaires à ceux des pays terroristes, l'Azerbaïdjan ne confirmant même pas le nombre de prisonniers arméniens. Compte tenu de la haine ethnique et de l'"arménophobie", elle estime que l'on ne peut exclure que les prisonniers soient battus, torturés ou maltraités. Elle estime que l'abus de ce processus humanitaire doit être fermement condamné par les institutions internationales et par la communauté internationale. En tant qu'État membre de l'AP OSCE, l'Azerbaïdjan doit veiller à ce que tous les prisonniers arméniens soient libérés, faute de quoi l'Arménie considérera l'Azerbaïdjan comme un pays terroriste cherchant à tirer profit du retour des prisonniers.

M. Mark Demesmaeker (Sénat, N-VA) entame son intervention en observant que tous les conflits sont atroces et que chaque guerre est une tragédie humanitaire pour toutes les parties concernées. Le conflit au Haut-Karabakh ne constitue pas une exception à cet égard. Un cessez-le-feu est en place, mais de nombreux problèmes subsistent. Le problème des prisonniers se pose au lendemain du conflit. L'orateur estime qu'il faut y prêter prioritairement attention car il s'agit d'une question de dignité humaine.

Il a été alerté par des rapports selon lesquels il y aurait plus de 200 prisonniers arméniens en Azerbaïdjan, bien qu'il soit difficile de connaître le nombre exact de prisonniers en raison du manque de collaboration de la partie azerbaïdjanaise. Il en va de même pour la collaboration avec les organisations internationales. Des rapports indiquent également que des dizaines

Debat

Tijdens het open debat laat *mevrouw Ani Samsonyan (Armenië)* weten dat haar land aan alle verplichtingen van het trilateraal akkoord van 9 november 2020 heeft voldaan. Ze wijst erop dat een van de verplichtingen voor Armenië en Azerbeidzjan was dat gevangen soldaten en burgers zouden uitgewisseld worden. Dit is ook sowieso een onderdeel van het internationaal recht, onder meer van de Derde Conventie van Genève. Men was overeengekomen dat dit op een "all for all"-basis zou gebeuren, maar Azerbeidzjan heeft dit proces kunstmatig vertraagd en zette ook nog 62 bijkomende soldaten gevangen na het staakt-het-vuren en nadat het twee dorpen had aangevallen in het Artsach-gebied nabij Hadroet dat onder de controle van de Armeense zijde stond. Daarbovenop werden in Azerbeidzjan processen tegen deze soldaten gestart om hen voor terroristen te doen doorgaan en hen te straffen. Dit zou eigenlijk louter een probleem van internationaal humanitair recht moeten zijn, maar Azerbeidzjan probeert het proces te politiseren om druk uit te oefenen op Armenië en er voordelen uit te halen. Dit is in strijd met het internationaal recht. Dergelijke acties vanwege Azerbeidzjan hebben volgens mevrouw Samsonyan veel weg van de daden van terroristische landen en Azerbeidzjan bevestigt zelfs het aantal Armeense gevangenen niet. Rekening houdende met de etnische haat en de "armenofobie", kan men volgens haar niet uitsluiten dat de gevangenen worden geslagen, gefolterd of mishandeld. Zij vindt dat het misbruik van dit humanitaire proces streng moet worden veroordeeld door de internationale instellingen en de internationale gemeenschap. Als lidstaat van de PA OVSE moet Azerbeidzjan ervoor zorgen dat alle Armeense gevangenen vrijkomen, zo niet beschouwt Armenië Azerbeidzjan als een terroristisch land dat voordeel wil halen uit de terugkeer van de gevangenen.

De heer Mark Demesmaeker (Senaat, N-VA) begint zijn tussenkomst met de vaststelling dat alle conflicten gruwelijk zijn en dat elke oorlog een humanitaire tragedie is voor alle betrokkenen. Het conflict in Nagorno-Karabach vormt hierop geen uitzondering. Er is een staakt-het-vuren, maar vele problemen blijven bestaan. In de onmiddellijke nasleep van het conflict is er het probleem van de gevangenen. Volgens hem moet hier prioritair aandacht aan besteed worden omdat het een kwestie van menselijke waardigheid is.

Hij werd gealarmeerd door rapporten volgens welke er meer dan 200 Armeense gevangenen zijn in Azerbeidzjan, ook al is het moeilijk om het exact aantal gevangenen te kennen wegens het gebrek aan medewerking langs Azerbeidzjaanse kant. Dit geldt ook voor de medewerking met internationale organisaties. Er zijn eveneens rapporten die aangeven dat dozijnen

d'Arméniens, y compris civils, ont été faits prisonniers par les forces azerbaïdjanaises, même après le cessez-le-feu du 9 novembre 2020. Plusieurs rapports font également état de tortures (physiques et psychologiques) et d'humiliations subies par les prisonniers (de guerre) arméniens, dont des images sont en outre souvent postées sur Internet. M. Demesmaeker estime que le traitement des otages arméniens peut être considéré comme une violation persistante du droit humanitaire international. Il insiste dès lors pour que la communauté internationale et l'OSCE traitent ce problème en lui conférant un caractère urgent.

Mme Amina Aghazada (Azerbaïdjan) répond que le conflit est terminé et que l'accent doit maintenant être mis sur la réhabilitation et la reconstruction. À l'heure actuelle, son pays a déjà restitué 71 corps de soldats et de civils décédés. Dans le même temps, selon elle, l'Arménie et les milieux corrompus qui l'entourent tentent de faire croire que 62 Arméniens arrêtés dans le cadre d'opérations antiterroristes sont des prisonniers de guerre et essaient de les faire libérer conformément au paragraphe 8 de l'accord trilatéral. Ce qui s'est réellement passé, c'est qu'ils ont été capturés le 26 novembre 2020 dans le cadre d'activités terroristes contre l'armée et contre des civils en territoire azerbaïdjanais libéré. L'identification montre qu'il s'agit de ressortissants arméniens principalement originaires de la région de Shirak. Tous les membres de ce groupe politique font l'objet de procédures d'enquête en cours par les autorités compétentes d'Azerbaïdjan pour avoir commis des crimes. Pour ces raisons, ces personnes ne sont pas couvertes par les engagements de l'accord trilatéral.

M. Pavlo Frolov (Ukraine) considère que la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés est un défi majeur pour l'OSCE. Selon lui, la Crimée et le Donbass sous occupation russe sont devenus des zones de non-droit où les libertés et les droits de l'homme et les droits civils sont violés, des propriétés usurpées, la nationalité russe imposée et où les violences, les tortures, les persécutions et la répression des opinions dissidentes sont monnaie courante. L'Ukraine est préoccupée par les restrictions que les Russes imposent en ce qui concerne la liberté de mouvement des *special monitoring missions* (SMM). Depuis le début du conflit au Donbass, plus de 13 000 personnes ont été tuées et plus de 25 000 blessées, dont 3 000 tués et 10 000 blessés parmi les civils. Bien que cela soit contraire au droit international, la Russie continue d'intégrer les territoires occupés dans l'ordre juridique socio-économique et humanitaire de la Fédération de Russie.

M. Frolov est très préoccupé par l'appropriation illégale de la population locale. Entre autres, 156 000 passeports

Armeniërs -ook burgers- gevangen werden genomen door Azerbeidzjaanse strijdkrachten en dit ook nog na het staakt-het-vuren van 9 november 2020. Een aantal rapporten maken ook gewag van foltering (fysiek en psychologisch) en vernedering van de Armeense (krijgs) gevangenen waarvan vaak ook nog beelden op internet worden geplaatst. Volgens de heer Demesmaeker kan men bij de behandeling van de Armeense gegijzelden spreken van een aanhoudende schending van het internationaal humanitair recht. Hij dringt er dan ook op aan dat dit door de internationale gemeenschap en door de OVSE wordt aangepakt als een dringende materie.

Mevrouw Amina Aghazada (Azerbeidzjan) antwoordt dat het conflict voorbij is en dat er nu moet gefocust worden op rehabilitatie en wederopbouw. Op dit moment heeft haar land reeds 71 lichamen van overleden soldaten en burgers vrijgegeven. Tegelijkertijd proberen Armenië en corrupte kringen rondom hen volgens haar te doen uitschijnen dat 62 Armeniërs die werden aangehouden in het kader van anti-terrorismeoperaties krijgsgevangen zijn en proberen zij hen overeenkomstig paragraaf 8 van het trilateraal akkoord vrij te krijgen. Wat er echt gebeurde is dat zij op 26 november 2020 werden gevangengenomen bij terroristische activiteiten tegen het leger en tegen burgers in bevrijd Azerbeidzjaans gebied. Uit de identificatie blijkt dat het om Armeense staatsburgers gaat die vooral uit de Shirak-regio afkomstig zijn. Alle leden van deze politieke groep maken het voorwerp uit van de lopende onderzoeksprocedures door de bevoegde instanties van Azerbeidzjan voor het begaan van misdaden. Deze personen vallen om deze redenen niet onder de verbintenissen van het trilateraal akkoord.

De heer Pavlo Frolov (Oekraïne) beschouwt de toestand op het vlak van de mensenrechten in bezette gebieden als een sleuteluitdaging voor de OVSE. De Krim en Donbas die door Rusland worden bezet zijn volgens hem verworpen tot wetteloze gebieden waar vrijheden en mensen- en burgerrechten worden geschonden, eigendommen illegaal worden toegeëigend, de Russische nationaliteit wordt opgelegd en geweld, foltering, vervolging en het onderdrukken van afwijkende meningen aan de orde van de dag zijn. Oekraïne is bezorgd over de beperking van de bewegingsvrijheid van de *special monitoring missions* (SMM) door de Russen. Sinds het begin van het conflict in Donbas vielen er meer dan 13 000 doden en meer dan 25 000 gewonden, waaronder 3 000 vermoorde en 10 000 gewonde burgers. Hoewel dit in strijd is met het internationaal recht, gaat Rusland verder met het integreren van de bezette gebieden in de socio-economische en humanitaire rechtsorde van de Russische Federatie.

De heer Frolov is zeer bezorgd over de onwettelijke toe-eigening van de lokale bevolking. Er werden onder

ont déjà été délivrés. Malheureusement, l'accès de la Croix-Rouge et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme aux territoires occupés est souvent empêché. Les efforts de l'Ukraine pour aborder ce problème au sein du groupe de contact trilatéral – y compris la situation dans la prison secrète d'Izoliatsia où les prisonniers sont torturés et exposés à des violences sexuelles – sont rageusement rejetés.

Selon M. Frolov, la militarisation généralisée de l'éducation et la propagande de guerre auprès des mineurs sont également des motifs de grande inquiétude. Selon les autorités d'occupation russes, cela concerne 200 000 enfants. Cela correspond à peu près à tous les écoliers de Crimée. L'intervenant estime qu'il est important de trouver des solutions pratiques aux violations des droits de l'homme en Crimée et au Donbass, où vivent des millions de citoyens ukrainiens. À cet égard, le plein accès doit être assuré aux missions d'observation internationales, en particulier celles des Nations Unies et du SMM. Il attend de l'AP OSCE et de la Présidence suédoise qu'elles condamnent publiquement et sans crainte toute violation par l'agresseur de ses engagements dans le cadre de la dimension humaine et qu'elles l'exhortent à respecter ses engagements dans le cadre du droit humanitaire international.

C. Réunion de la Commission permanente de l'AP OSCE (24 février 2021)

La Commission permanente de l'AP OSCE, composée du Président, des membres du Bureau et des présidents des délégations nationales, s'est réunie le 24 février 2021.

Rapport d'activités du Président

Le président de l'AP OSCE, M. Lord Bowness (UK), commente les activités de l'ancien président Tsereteli pendant les mois précédant le 11 décembre 2020. M. Tsereteli n'ayant pas été réélu, M. Bowness, en tant que membre siégeant depuis le plus longtemps au Bureau, a repris le mandat de M. Tsereteli.

Le secrétaire général de l'AP OSCE, M. Roberto Montella, souligne l'importance de la coopération multilatérale pendant la pandémie. L'AP OSCE a adapté ses méthodes de travail et a organisé, en plus des missions d'observation électorale, de nombreuses autres vidéoconférences et rencontres. La session d'été se déroulera par visioconférence, de même que l'élection des membres du Bureau.

meer reeds 156 000 paspoorten uitgereikt. Jammer genoeg wordt de toegang voor het Rode Kruis en de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten van de Verenigde Naties tot de bezette gebieden vaak verhinderd. De inspanningen van Oekraïne om dit probleem in de trilaterale contactgroep te behandelen -met inbegrip van de toestand in de geheime gevangenis in Izolyatsia waar gevangenen worden gefolterd en worden blootgesteld aan seksueel geweld- worden woedend afgewezen.

De alomvattende militarisering van het onderwijs en de oorlogspropaganda onder minderjarigen zijn volgens de heer Frolov ook redenen voor grote bezorgdheid. Volgens de Russische bezettingsoverheden gaat het over 200 000 kinderen. Dit komt ongeveer overeen met alle schoolkinderen op de Krim. Spreker vindt het belangrijk om praktische oplossingen te vinden voor de mensenrechtenschendingen op de Krim en in Donbas waar miljoenen Oekraïense burgers leven. Hierbij moet volledige toegang worden verzekerd voor internationale waarnemingsmissies, in het bijzonder die van de Verenigde Naties en de SMM. Hij verwacht dat de PA OVSE en het Zweedse voorzitterschap publiek en zonder vrees elke schending van de verbintenissen in het kader van de humane dimensie door de agressor veroordeelt en hem aanzet om zijn verbintenissen in het kader van het internationaal humanitair recht na te komen.

C. Vergadering van de Permanente Commissie van de PA OVSE (24 februari 2021)

De Permanente Commissie van de PA OVSE, samengesteld uit de voorzitter, de Bureauleden en de voorzitters van de nationale delegaties, is op 24 februari 2021 bijeengekomen.

Activiteitenverslag van de voorzitter

De voorzitter van de PA OVSE, de heer Lord Bowness (UK), geeft een toelichting bij de activiteiten van voormalig voorzitter Tsereteli de maanden voorafgaand aan 11 december 2020. Doordat de heer Tsereteli niet herkozen was, heeft de heer Bowness als langst zetelend lid van het Bureau het mandaat van de heer Tsereteli overgenomen.

Secretaris-generaal van de PA OVSE, de heer Roberto Montella, wijst op het belang van de multilaterale samenwerking tijdens de gezondheidspandemie. De PA OVSE heeft haar werkmethode aangepast en heeft naast verkiezingswaarnemingsmissies veel andere videoconferenties en ontmoetingen georganiseerd. De zomerzitting zal via webconferentie plaatsvinden, en dus eveneens de verkiezing van de Bureauleden.

Mme Margareta Cederfelt, vice-présidente de l'AP OSCE (Suède), et M. Lopotka (Autriche) demandent si la session d'été pourrait éventuellement avoir lieu sous une forme hybride.

Le secrétaire général de l'AP OSCE, M. Roberto Montella, confirme que la session d'été à Bucarest n'aura lieu que sous forme virtuelle. Les règles de procédure seront adaptées pour permettre la constitution du Bureau.

La situation dans la région de l'OSCE

M. Poturaiev (Ukraine) évoque la situation en Crimée et en appelle à un élargissement du régime de sanctions à l'égard de la Russie.

M. Gulyjev (Azerbaïdjan) rappelle l'accord de paix trilatéral signé à Moscou le 9 novembre 2020. Il indique qu'un million de déplacés internes azerbaïdjanais pourront retourner au Haut-Karabakh pour cohabiter en paix avec les Arméniens. Il souligne la détermination de l'Azerbaïdjan à intégrer les citoyens arméniens et à leur accorder des droits égaux. L'Azerbaïdjan joue son rôle dans la situation post-conflit pour assurer la paix dans la région dans l'intérêt des citoyens qui y vivent. Enfin, il exprime sa satisfaction quant au suivi du respect de l'accord de paix qui est assuré notamment par la Turquie et la Russie.

M. Konjoryan (Arménie) condamne les attaques de l'Azerbaïdjan. L'accord trilatéral prévoit la libération immédiate des prisonniers, mais l'Azerbaïdjan maintient en détention des militaires et des civils. L'Azerbaïdjan traite les prisonniers de manière humiliante et viole les accords internationaux. En vertu de la Convention de Genève, les prisonniers doivent être libérés immédiatement après la cessation des hostilités.

Mme Doris Barnett (Allemagne) se réjouit du nouvel esprit d'ouverture affiché par les États-Unis dans les domaines de la politique multilatérale et de l'actualisation du Traité Ciel ouvert et d'autres documents pertinents de l'OSCE en matière de sécurité.

Comptes et budget

M. Peter Juel-Jensen (Danemark), responsable financier de l'AP OSCE, fait rapport sur la situation financière de l'Assemblée parlementaire.

Les comptes présentent un solde positif. L'Assemblée fonctionne efficacement et utilise les moyens mis à sa disposition de manière extrêmement parcimonieuse.

Mevrouw Margareta Cederfelt ondervoorzitter van de PA OVSE (Zweden) en de heer Lopotka (Oostenrijk) vragen of de zomersessie eventueel in hybride vorm zou kunnen plaatsvinden.

Secretaris-generaal van de PA OVSE, de heer Roberto Montella, bevestigt dat de zomersessie te Boekarest enkel in virtuele vorm zal plaatsvinden. De procedureregels zullen aangepast worden opdat het Bureau zou kunnen samengesteld worden.

De situatie in de OVSE-regio

De heer Poturaiev (Oekraïne) brengt de situatie in de Krim aan de orde en dringt aan op een uitbreiding van het sanctieregime ten aanzien van Rusland.

*De heer Gulyjev (Azerbeidzjan) brengt het trilateraal vredesakkoord van Moskou van 9 november 2020 in herinnering. Hij laat weten dat een miljoen Azerbeidzjaanse *internally displaced persons* (onthemde personen) zullen kunnen terugkeren naar Nagorno Karabach om er vredevol samen te leven met de Armeniërs. Hij beklemtoont dat Azerbeidzjan vastberaden is om de Armeense burgers te integreren en hen gelijke rechten te verlenen. Azerbeidzjan speelt haar rol in de postconflictsituatie om de vrede in het gebied te garanderen in het belang van de burgers. Ten slotte drukt hij zijn tevredenheid uit over de monitoring van het vredesakkoord door onder meer Turkije en Rusland.*

De heer Konjoryan (Armenië) laakt de aanvallen van Azerbeidzjan. Het trilateraal akkoord stelt dat de gevangenen onmiddellijk moeten worden vrijgelaten, terwijl Azerbeidzjan zowel militairen als burgers gevangen houdt. Azerbeidzjan behandelt de gevangenen op een verderende wijze. Azerbeidzjan schendt de internationale afspraken. Overeenkomstig de Conventie van Genève moeten de gevangenen worden vrijgelaten onmiddellijk na het stopzetten van de vijandelijke activiteiten.

Mevrouw Doris Barnett (Duitsland) is tevreden over de nieuwe openheid van de Verenigde Staten op het gebied van multilateraal beleid en de actualisering van het Open Skies-verdrag (OST) en andere relevante OVSE-veiligheidsdocumenten.

Rekeningen en begroting

De heer Peter Juel-Jensen (Denemarken), financieel verantwoordelijke van de PA-OVSE, brengt verslag uit over de financiële toestand van de Parlementaire assemblee.

Er is een positief saldo. De assemblee getuigt van een efficiënte werking en springt bijzonder spaarzaam om met de middelen. Dit wordt gestaafd door verslagen

Ces constats sont étayés par des rapports établis par un auditeur externe qui garantit la situation financière saine de l'institution.

Le président évoque l'intention de l'AP OSCE de faire appel à l'expertise d'anciens membres, dont certains occupent encore des postes importants. Cette intention ne nécessitera pas de ressources budgétaires supplémentaires. Cette initiative devrait évidemment être approuvée par le Bureau.

Règlement de la procédure

Le président souligne que la Session d'été organisée à Bucarest ne pourra se tenir qu'en ligne. Le règlement de la procédure doit comporter des dispositions permettant de faire face à des situations imprévues et exceptionnelles. La crise sanitaire oblige l'Assemblée à pouvoir faire face à de telles circonstances. Dès lors que l'Assemblée ne peut pas se réunir physiquement, il convient de régler l'élection des membres du bureau de l'AP OSCE. C'est pourquoi des amendements au règlement de la procédure ont été présentés en extrême urgence. L'adoption de ces amendements devra se faire à l'unanimité -1. La Commission permanente adopte ensuite ses amendements à l'unanimité.

Rapports des présidents des commission ad hoc et des représentants spéciaux

M. Reinhold Lopatka (Autriche) fait rapport des travaux de la Commission *ad hoc* "Contre le terrorisme" au nom de cette dernière. Cette Commission *ad hoc* a conclu un memorandum de coopération avec le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU et avec l'AP euro-méditerranéenne. La Commission examinera également des aspects tels que la déradicalisation, l'aide aux victimes, les mécanismes de réintégration et de jugement des FTF et le soutien à leurs familles.

Mme Margareta Cederfelt (Suède), présidente de la Commission de l'immigration, indique que la Commission a discuté de la situation des réfugiés pendant cette pandémie lors de webinaires. L'incident intervenu à Lesbos a donné lieu à une table ronde visant à discuter de la situation des mineurs qui représentent un tiers des 40 000 réfugiés présents sur cette île et de la suite à donner à l'appel lancé par la Grèce aux États membres de l'UE pour un accueil et une relocalisation rapides de ce groupe de réfugiés vulnérables. Mme Cederfelt demande aussi qu'un programme de vaccination soit mis en place pour les réfugiés.

Les représentants spéciaux font ensuite rapport de leurs travaux. Leurs rapports complets sont disponibles

van een externe auditor die verzekert dat de financiële situatie gezond is.

De voorzitter wijst op het voornemen dat de PA OVSE beroep zou doen op de expertise van voormalige leden waarvan sommigen nog steeds ook belangrijke posities bekleden. Dit voornemen zal geen bijkomende budgettaire middelen vereisen. Dit initiatief moet uiteraard door het Bureau bekrachtigd worden.

Procedurereglement

De voorzitter beklemtoont dat de zomerzitting in Boekarest slechts in virtuele vorm plaats zal vinden. Het procedurereglement moet bepalingen bevatten die het hoofd bieden aan onvoorziene en uitzonderlijke omstandigheden. De gezondheidscrisis zet de assemblee ertoe aan om hierop te kunnen inspelen. De verkiezing van de leden van het Bureau van de PA-OVSE, als de assemblee niet fysiek kan bijeenkomen, moet worden geregeld. Daarom werden bij hoogdringendheid amendementen voorgesteld op het Procedurereglement. De goedkeuring vereist een resultaat van consensus -1. De Vaste Commissie neemt deze amendementen vervolgens aan bij eenparigheid.

Verslagen van de voorzitters van de ad hoc commissies en de bijzondere vertegenwoordigers

De heer Reinhold Lopatka (Oostenrijk) brengt namens de *ad hoc* Commissie "Countering Terrorism" verslag uit van de werkzaamheden. De *ad hoc* Commissie heeft een memorandum tot samenwerking afgesloten met de *UN Office of Counter-Terrorism* en met de *PA voor de Mediterrane aangelegenheden*. De commissie zal voorts aspecten bestuderen zoals de-radicalisering, slachtofferhulp, de mechanismen tot re-integratie en berechting van de FTFs en de ondersteuning van hun familieleden.

Mevrouw Margareta Cederfelt (Zweden), voorzitter van de commissie Migratie, merkt op dat de commissie via webinars de toestand van de vluchtelingen heeft besproken tijdens deze pandemie. Het incident op Lesbos gaf aanleiding tot een rondetafel over de situatie van de minderjarigen die 1/3 van de 40 000 vluchtelingen uitmaken en na te gaan hoe gevolg kon worden gegeven aan de Griekse oproep aan de EU-lidstaten voor een snelle opvang en relocatie van deze kwetsbare groep vluchtelingen. Mevrouw Cederfelt vraagt eveneens dat een vaccinatieprogramma wordt voorzien voor de vluchtelingen.

De bijzondere vertegenwoordigers brengen vervolgens verslag uit over hun werkzaamheden. De volledige

sur la page web suivante: <https://www.oscepa.org/meetings/winter-meetings/previous-winter-meeting>.

Le président – rapporteur,

Malik BEN ACHOUR

verslagen kunnen geraadpleegd worden vanop de volgende webpagina: <https://www.oscepa.org/meetings/winter-meetings/previous-winter-meeting>.

De voorzitter – rapporteur,

Malik BEN ACHOUR

Annexe

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE
Rapport de la réunion de délégation belge de l'AP OSCE
Mardi 23 février 2021 à 12h00
Sénat – Salle D
(via ZOOM)

Présents :

- *Président* : Malik Ben Achour (PS)
- Chambre: Peter De Roover (N-VA), Ellen Samyn (VB), Joy Donne (N-VA);
- Sénat: Marc Demesmaeker (N-VA), Soetkin Hoessen (Ecolo-Groen), Adeline Blancquaert (VB).

Introduction :

*La réunion de la délégation belge de l'AP OSCE du **mardi 23 février 2021 à 12h00** est organisée par visioconférence à l'aide du logiciel Zoom.*

En vue de la session d'hiver de l'AP OSCE (Vienne, 24 - 26 février 2021), les points suivants sont examinés :

1. Ordre des travaux ;
2. Briefing des *Desk Officers* « OSCE » du SPF Affaires étrangères sur les événements récents dans l'espace OSCE ;
3. Aspects pratiques concernant la session d'hiver

1. Ordre des travaux

Changement au sein de la délégation belge:

Mme Soors et M Gilkinet ne sont plus membres de la Chambre et de la délégation belge de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Le groupe ECOLO-Groen est invité à désigner un membre effectif et un membre suppléant.

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

2. Briefing par le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'OSCE et les desk officers « OSCE » du SPF « Affaires étrangères », sur les derniers développements dans l'espace OSCE

2.1. Débriefing sur le Conseil ministériel de l'OSCE (Tirana, 3 et 4/12/2020)

Selon *Mme Olga Cogen, première secrétaire OSCE/OTAN au SPF Affaires étrangères*, le président en exercice (*chairperson-in-office* (CIO)), l'Albanie, a réussi à organiser un bon Conseil avec des décisions substantielles dans chacune des trois dimensions de l'OSCE. Cela n'avait plus été le cas depuis longtemps. En outre, un accord a été trouvé pour pourvoir les quatre postes de haut niveau au sein de l'OSCE et une décision a été prise sur le pays qui deviendra le CIO pour 2023, à savoir la Macédoine du Nord.

Cependant, comme toujours, certains textes sont passés à la trappe, notamment en raison du conflit au Haut-Karabakh et du refus de la Russie de discuter de la situation en Ukraine. Il y a également eu des problèmes concernant le langage utilisé en matière de genre, qui posait problème non seulement à la Russie mais aussi au Saint-Siège. Par ailleurs, aucun consensus n'a été atteint concernant une déclaration sur le Covid-19 et des textes relatifs aux conflits dans la zone OSCE, à l'exception de la Transnistrie et de la Moldavie.

La présidence suédoise mettra l'accent sur le retour aux tâches essentielles de l'OSCE. L'efficacité, la défense de l'ordre de sécurité européen et le soutien au concept de sécurité globale de l'OSCE sont au cœur de ses préoccupations, et les institutions autonomes jouent un rôle clé à cet égard. La Suède souligne également l'interdépendance entre la sécurité politique et économique, les droits de l'homme, la démocratie et l'égalité.

La priorité pour la présidence suédoise est la résolution des conflits dans la région de l'OSCE. Avant la résurgence du conflit au Haut-Karabakh, elle parlait de l'Ukraine comme de la première priorité. Maintenant, bien sûr, le Haut-Karabakh y a été ajouté. En outre, l'accent sera mis sur les conflits en Géorgie et en Transnistrie. Une série de visites ont déjà été effectuées dans ce contexte.

Dans la première dimension, le CIO se concentrera sur les femmes, la paix et la sécurité, le renforcement de la confiance et les mesures de sécurité, la modernisation du document de Vienne, le dialogue structuré, le financement des activités illégales et les cybermenaces.

La deuxième dimension met l'accent sur la participation économique des femmes, la lutte contre la corruption et la sécurité de l'environnement. Selon le CIO, la reprise après la pandémie doit se faire dans une optique de développement durable.

La troisième dimension de l'OSCE (les droits de l'homme) est très importante pour la Suède, laquelle attache une grande importance à ce que l'on demande des comptes aux gouvernements responsables de violations des droits de l'homme. La liberté d'expression et la liberté des médias sont des priorités essentielles pour elle. Elle se concentrera également sur les processus démocratiques et la participation de la société civile.

2.2. Nouvelle direction de l'OSCE

À la suite d'une vaste consultation au niveau diplomatique, on est parvenu, à l'approche de la conférence ministérielle, à un accord concernant les quatre postes les plus élevés à pourvoir au

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

sein de l'OSCE. Cet accord a été validé lors de la conférence ministérielle. La nouvelle secrétaire générale est Mme Helga Schmid (Allemagne). M. Kairat Abdrakhmanov (Kazakhstan) est le nouveau Haut-Commissaire pour les minorités nationales. M. Matteo Mecacci (Italie) est le nouveau directeur du BIDDH et Mme Maria Teresa Ribeiro (Portugal) est la nouvelle représentante pour la liberté des médias. Mme Cogen a expliqué qu'il était impératif d'avoir un équilibre entre l'Est et l'Ouest ainsi qu'un équilibre entre les sexes. Le candidat belge a reçu un très bon feed-back, mais à cause de la nécessité de respecter ces équilibres, il n'a pas été choisi.

2.3. Ukraine

En Ukraine, trois observateurs belges sont actuellement déployés sur le terrain dans le cadre des missions spéciales d'observation (SMM) : deux à Mariupol et un à Sievierodonetsk et un autre Belge travaille au siège central à Kiev. Mme Cogen et ses collègues ont parlé à deux de ces observateurs en décembre dernier. Le travail de l'OSCE est sérieusement entravé dans le cadre de ces missions. Par exemple, pour des raisons de sécurité, seules les routes pavées ou asphaltées peuvent être empruntées, ce qui signifie que 60 à 70% du territoire est *de facto* inaccessible. Des drones sont utilisés, mais ce n'est pas tout à fait pareil. De plus, les drones sont systématiquement perturbés et ils sont parfois abattus. Des caméras ont également été endommagées. La liberté de mouvement reste limitée et il arrive que des patrouilles doivent rebrousser chemin parce que l'accès leur est refusé. La présence de mines et la désinformation continuent également à poser des problèmes.

Mme Cogen explique que la situation reste instable sur le terrain. Le cessez-le-feu de juillet 2020 tient toujours, en ce que les combats ne font plus de victimes civiles, mais, depuis novembre 2020, les irrégularités se multiplient. Ce constat a également été confirmé par les observateurs belges. Au cours de la semaine du 10 février 2021, il y a eu 34 cas de violations du cessez-le-feu, dont 4 impliquant l'usage d'armes prohibées. De plus, des tireurs d'élite sont à nouveau actifs, ce qui accroît le risque de pertes humaines. Depuis le 27 juillet 2020, treize militaires ukrainiens ont été tués, une augmentation notable ayant été observée depuis le début de l'année.

Même pendant la pandémie, les observateurs poursuivent donc leur mission de surveillance et de rapportage, mais ce n'est pas simple. Certains observateurs travaillent à domicile, et ceux qui sont déployés sur le terrain sont soumis à des mesures de sécurité supplémentaires : les contacts avec la population locale sont interdits ; des équipes fixes de deux personnes ont été constituées, les observateurs sont testés chaque semaine à l'aide de tests de dépistage rapide ; des quarantaines sont prévues (résultats des tests dans les 72 heures), etc. Les observateurs sont donc fortement tributaires des moyens technologiques et sont parfois confrontés à des activités de « *jamming* » et de « *spoofing* », c'est-à-dire à l'émission intentionnelle d'interférences à des fins de brouillage ou d'usurpation d'identité.

2.4. Haut-Karabagh

Mme Cogen évoque le cessez-le-feu convenu dans le cadre de l'accord trilatéral signé à Moscou le 9 novembre 2020. Cet accord prévoyait le déploiement de forces de paix russes, la rétrocession à l'Azerbaïdjan de sept districts entourant le Haut-Karabagh (qui a eu lieu sans incident), le retour des réfugiés, des échanges de prisonniers et de corps, et, enfin, la création de deux corridors supplémentaires.

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

Selon les informations dont disposent Mme Cogen et ses collègues, le cessez-le-feu est respecté dans une très large mesure. Les 2 000 gardiens de la paix russes ont aujourd'hui été déployés dans la zone « résiduelle » du Haut-Karabagh « 2.0 », ainsi que le long du corridor de Latchine. En principe, ce déploiement est prévu pour une durée de cinq ans, mais ce mandat pourrait être prolongé. Fin janvier, le centre d'observation conjoint, qui rassemble 60 militaires russes et 60 militaires turcs, a été établi à Agdam, en territoire azerbaïdjanais. Aujourd'hui, les contacts entre les parties au conflit sont assez nombreux. Les 16 et 17 février, des contacts par vidéoconférence ont eu lieu entre les coprésidents du Groupe de Minsk et les ministres des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Il y a également eu des contacts entre la Russie, la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que de nombreux contacts bilatéraux.

Il subsiste toutefois de nombreuses questions non résolues. Il n'y a par exemple toujours pas d'accord sur l'accès des institutions internationales au Haut-Karabagh 2.0, ni sur l'utilisation du corridor de Latchine. La Croix-Rouge / le CICR a toutefois accès à l'ensemble du territoire. Selon les Nations unies, la situation humanitaire est actuellement sous contrôle. Le corridor de Latchine ne peut être utilisé que par la Russie et l'Arménie. En raison de la présence limitée de tiers, on n'a pas de vision suffisamment claire du nombre de réfugiés et de personnes rapatriées. On suppose que près de 50 000 Arméniens de souche sont revenus, mais on pense aussi que plusieurs milliers d'autres reviendront après les rigueurs hivernales. Dans les deux camps, le nombre de prisonniers et de corps manquants fait l'objet de déclarations en tous sens. L'échange de corps et de prisonniers est facilité par la Russie et le CICR, mais il y aurait également des contacts bilatéraux locaux entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, avec parfois une certaine réussite.

En ce qui concerne la poursuite du processus de paix et le rôle des coprésidents du groupe de Minsk, la Russie n'a délibérément inclus aucun passage à ce propos, ni à propos du statut final du Haut-Karabagh, dans l'accord de Moscou. Les coprésidents ne peuvent actuellement pas se rendre au Haut-Karabagh parce qu'il n'existe aucun accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur les modalités d'accès à cette région. Le Groupe de Minsk demeure toutefois la seule entité internationale légitime capable de relancer le processus diplomatique pour parvenir à un accord de paix durable et négocié.

Plusieurs questions importantes restent par conséquent à régler, comme le futur statut du Haut-Karabagh, la reconstruction, l'aide humanitaire, la protection du patrimoine culturel, etc. Les différents acteurs internationaux et le Groupe de Minsk peuvent encore accomplir un travail très utile à cet égard. Mme Cogen explique que le Groupe de Minsk est perçu différemment par l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En effet, l'Arménie est plutôt positive à l'égard du Groupe de Minsk, tandis que l'Azerbaïdjan estime que l'Arménie est avantagée.

Les positions de ces deux pays sont diamétralement opposées : l'Arménie souhaite un statut politique pour le Haut-Karabagh tandis que l'Azerbaïdjan souhaite évidemment que cette région fasse partie intégrante de l'Azerbaïdjan. Cette divergence de vues, conjuguée à l'absence de progrès ces vingt-cinq dernières années, constitue un échec pour le Groupe de Minsk, qui a aussi souffert de l'absence des États-Unis ces derniers mois (en raison des élections présidentielles) et du fait que la France a adopté une position un peu particulière. En effet, de nombreuses divergences de vues ont été constatées entre le président Macron et le président Erdogan. Ces éléments politiques ont quelque peu affaibli la position du groupe de Minsk.

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

En ce qui concerne l'Union européenne, elle examine en interne comment elle pourrait jouer un rôle plus important et comment elle pourrait améliorer sa coopération avec l'OSCE et le Conseil de l'Europe. L'Union européenne soutient évidemment les coprésidents du Groupe de Minsk mais prévoit néanmoins de réfléchir, dans les mois à venir, à la manière dont elle pourrait jouer un rôle plus important en coopération avec les autres acteurs susmentionnés.

En ce qui concerne la Belgique, Mme Cogen distingue trois démarches essentielles à l'égard de la résolution du conflit. La première démarche consiste à prendre des mesures humanitaires comme l'identification et le rapatriement des corps des soldats, la poursuite des crimes de guerre, etc. La deuxième démarche consiste à prendre des mesures économiques, en particulier en vue de l'ouverture de corridors de transport. Et la troisième démarche consiste évidemment à régler le statut définitif du Haut-Karabagh.

2.5 Les missions d'observation électorale du BIDDH

Mme Cogen souligne que les circonstances sanitaires ont fortement compliqué les missions d'observation électorale en 2020. Si pratiquement aucune mission d'observation électorale à court terme n'a été organisée, certaines observations à long terme ont bien eu lieu. Le BIDDH fait ce qu'il peut dans les circonstances actuelles, mais il fait beaucoup moins de choses qu'auparavant. La Belgique ne participant qu'à des missions d'observation électorale à court terme, elle n'a participé à aucune mission d'observation en 2020. Cette année, si les circonstances le permettent, la Belgique participera prioritairement aux missions d'observation électorale qui se rendront en Albanie (élections législatives fin avril), en Russie (élections législatives en septembre), au Kirghizistan (élections législatives, date à confirmer) et en Ouzbékistan (élections présidentielles en décembre). Si des élections anticipées sont organisées en Moldavie, en Ukraine ou en Arménie, la possibilité d'y envoyer des observateurs sera également examinée.

2.6 Alexeï Navalny

M. Axel Vandeputte, attaché au bureau OSCE du SPF Affaires étrangères, indique que le dossier Navalny proprement dit, les manifestations et la répression qui s'en est chaque fois suivie ont toujours été abordés au sein du Conseil permanent de l'OSCE. La Russie ne l'a pas apprécié et a toujours réagi de manière extrêmement offensive. C'est ainsi que lors des sessions des 28 janvier et 4 février 2021, la Russie a fait inscrire à l'ordre du jour des questions d'actualités supplémentaires concernant la liberté de réunion dans la région de l'OSCE. Elle a critiqué les pays européens et les États-Unis pour la manière dont ils ont réagi à des manifestations pacifiques dans le cadre des mesures Covid-19, en utilisant un montage montrant des images de violences policières dans les pays européens contrastant avec des images de policiers russes pacifiques. Le 16 février, la CEDH a décidé que des mesures provisoires devaient être prises à l'égard de M. Navalny, au motif qu'il courait un risque sérieux de dommage irréparable. En mars, l'affaire « Yves Rocher », dans laquelle sa condamnation a déjà été jugée arbitraire et manifestement injustifiée, sera à nouveau examinée au sein du Comité des ministres en format droits de l'homme.

2.7 La Biélorussie et le suivi en vertu du mécanisme de Moscou

L'assemblée populaire pan-biélorusse quinquennale a eu lieu très récemment. M. Vandeputte explique que toutes les couches de la population y sont représentées, mais qu'il s'agit surtout de fonctionnaires fidèles au régime. Aucun représentant de l'opposition n'a été invité. Le

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

président Loukachenko a également annoncé qu'une nouvelle commission constitutionnelle serait créée avant la fin de l'année. Cette commission rédigera, en 2022, une nouvelle constitution qui sera soumise à la population par le biais d'un référendum et qui pourra donc entrer en vigueur au plus tôt en 2023. Rien de nouveau n'y sera inscrit concernant le statut de neutralité, ce qui permet de conclure que le président Loukachenko garde toujours à l'esprit une coopération avec la Russie et la Chine. En ce qui concerne la coopération avec l'UE et l'OSCE, le ministre des Affaires étrangères, M. Vladimir Makei, a récemment indiqué dans un entretien qu'il était disposé à revenir à la table tant qu'il n'est pas question d'un transfert de pouvoir, de la démission du président Loukachenko ou des manifestations...

En ce qui concerne le mécanisme de Moscou, M. Vandeputte précise que le professeur Benedek a présenté son rapport au Conseil permanent de l'OSCE le 5 novembre 2020 et qu'il y confirme et documente largement les violations des droits humains et la fraude électorale. Il n'a pas eu accès au pays, mais il appuie son rapport sur des témoignages personnels et toute une série de documents qui démontrent amplement les violations. Le rapport contient également pas moins de 65 recommandations à l'égard du gouvernement biélorusse, dont le contrôle des élections, l'organisation de nouvelles élections, la fin de la torture, la garantie de procès équitables, l'ouverture d'enquêtes indépendantes sur les violences, ... Selon M. Vandeputte, ce rapport a été un élément important pour d'autres organisations internationales.

Les différentes propositions à l'intention de l'ancien et de l'actuel *chief in office*, qui ont également été soutenues par la Belgique, ont jusqu'à présent toujours été refusées par les autorités biélorusses. Actuellement, on dénombre plus de 500 cas documentés de torture, plus de 30 000 arrestations, 147 prisonniers politiques (un chiffre qui augmente encore chaque jour) et au moins 5 morts. Les manifestations perdent de l'ampleur depuis le début de 2021 et sont plus centralisées, mais cela ne veut certainement pas dire que la répression a diminué, bien au contraire. Le dossier est encore régulièrement évoqué au sein de l'OSCE et du Conseil permanent. Cela a encore été le cas le 4 février dans le cadre de la « Journée de solidarité avec la Biélorussie », lors de laquelle l'UE, les États-Unis et le Royaume-Uni ont à nouveau appelé à mettre en œuvre les recommandations du rapport Benedek. Il a également été fait référence aux nouvelles nominations aux quatre hautes fonctions, ce qui pourrait relancer et réhabiliter un dialogue fructueux entre la Biélorussie et l'OSCE. Le 18 février, le dossier a à nouveau été évoqué à la suite des dernières évolutions dans le pays, où l'on a assisté à de nombreuses arrestations de défenseurs des droits humains, de journalistes et de membres du centre des droits humains Viasna. La situation dans le pays est évidemment également suivie par d'autres organisations internationales, dont les Nations unies. Au cours du Conseil des droits de l'homme de mars (qui a débuté la veille de la réunion de la délégation), le dossier fera à nouveau partie des priorités, étant entendu que l'UE adoptera peut-être une nouvelle résolution appelant à une enquête internationale sur les violations des droits humains commises en Biélorussie.

2.8. Questions des membres

M. Mark Demesmaeker (Sénat, N-VA) explique qu'il y a quelques jours, il a lu quelque part que la SMM aurait, pour la première fois, repéré du matériel russe par reconnaissance aérienne. Il s'agirait de systèmes de radar avancés. Le membre n'en a toutefois trouvé aucune confirmation officielle et demande aux diplomates s'ils peuvent confirmer ou infirmer cette information. Si elle est exacte, cette information ne manque pas d'intérêt, selon lui. Il fait savoir ensuite que les passages sur la « ligne de contact » sont très importants pour les civils, mais ont toujours posé

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

des problèmes. Il demande si les choses se sont quelque peu améliorées en la matière. Il évoque ensuite le fait qu'il existe de très nombreux rapports dignes de foi faisant état de graves violations des droits de l'homme, telles que des détentions arbitraires et des prises d'otage de civils et des mauvais traitements infligés aux prisonniers. Il estime d'ailleurs que ces phénomènes touchent également la Crimée qui échappe toutefois aux observations de la SMM.

En ce qui concerne le Haut-Karabakh, il aurait aimé en savoir plus sur les prisonniers arméniens, qui seraient au nombre de 200, selon les estimations, et dont nous ignorons tout. En raison de l'absence de coopération de la part des autorités azerbaïdjanaises sur cette question, on ignore combien de personnes sont réellement concernées, quelle est leur identité exacte et si elles sont toujours en vie.

Enfin, le membre tient à souligner que le cas du Bélarus illustre parfaitement la nécessité absolue de procéder à des observations électorales.

M. Fiel Vanthemsche, représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'OSCE, précise que 55 des 57 États participants considèrent que la Crimée fait bel et bien partie du mandat des SMM. Deux pays font donc exception. C'est un éternel débat et l'une des raisons pour lesquelles le conseil ministériel n'arrive jamais à adopter un texte. Pour la Belgique, il est nécessaire que l'Ukraine dans son ensemble, selon les frontières internationalement reconnues, y compris la Crimée et Sébastopol, relève du mandat de la SMM. Mais la Russie revient alors invariablement sur le fait que des référendums y ont été organisés et que ces territoires font partie intégrante de la Russie. C'est un sujet qui est débattu chaque semaine au Conseil permanent, où il fait malheureusement l'objet d'une bataille d'un seul contre tous. Mais il n'a certainement pas été oublié.

Les droits de l'homme constituent également un volet important du mandat de la SMM, qui s'efforce d'enquêter au mieux sur ces questions. Cette mission est également entravée par les mesures anti-Covid-19. Les autorités *de facto* de Donetsk et de Bugansk imposent des mesures supplémentaires telles que deux semaines de quarantaine obligatoire pour les membres de la SMM qui traversent la « ligne de contact », ce qui a pour effet de diviser ces missions en deux. La désinformation joue également un rôle majeur à cet égard. Dans le Donbass, l'information selon laquelle les membres de la SMM propagent le virus est diffusée massivement, de sorte qu'il leur est encore plus difficile d'obtenir des informations auprès des civils.

Quant à la question relative au point d'entrée et de sortie le long de la « ligne de contact », M. Vanthemsche fait savoir qu'ils sont actuellement au nombre de deux et que l'objectif est d'en ajouter deux autres. L'orateur admet que c'est un point important. Du côté ukrainien, il estime que tout est prêt et les points sont même ouverts, mais du côté non gouvernemental, ils sont bloqués. Les pourparlers sont en cours entre les deux camps et le groupe de contact trilatéral (GCT) joue un rôle majeur à cet égard. Le GCT est un outil diplomatique facilité par l'OSCE : des médiateurs neutres tentent de réunir l'Ukraine, la Russie et les parties soutenues par la Russie dans le Donbass autour de la table afin de trouver des solutions concrètes facilitant la vie des habitants de la région. Le déminage et les points d'entrée et de sortie en sont des éléments importants.

En réponse à la question sur le matériel russe, M. Vanthemsche indique qu'il n'avait encore rien lu à ce sujet, mais que dès lors qu'il s'agit d'événements récents, cela ne signifie pas nécessairement que l'information est fausse. Il ne manquera pas de suivre cette question dans

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

les rapports qu'il reçoit quotidiennement de la SMM. Ces rapports constituent un outil important, mais il faut néanmoins tenir compte du fait que toutes les parties concernées doivent s'entendre sur leur contenu, ce qui, en l'espèce, pourrait s'avérer compliqué... Les diplomates vérifieront toutefois cette question par des contacts informels. S'il devait être confirmé, il s'agit effectivement d'un fait important et d'un problème majeur, selon M. Vanthemsche.

Mme Ann-Sophie Vermeersch, attachée, affaires politiques auprès de la représentation permanente à l'OSCE, signale que la problématique des prisonniers du Haut-Karabakh est inscrite à l'ordre du jour du *Governing Council* chaque semaine par l'Arménie. L'Arménie maintient le même discours depuis l'accord trilatéral de novembre : la situation n'est pas réglée, l'accord est régulièrement violé ou non respecté par l'Azerbaïdjan, l'échange de prisonniers n'a pas lieu,... L'Azerbaïdjan le réfute sporadiquement, mais en général, il préfère garder le silence et se présenter comme le partenaire constructif dont l'objectif est la paix. De temps en temps, les Azerbaïdjanais réagissent et indiquent qu'ils communiquent avec la Croix-Rouge au sujet des prisonniers. Le représentant personnel du président en exercice responsable du conflit traité par le Groupe de Minsk est en contact étroit avec la Croix-Rouge et tente de prévoir de petits échanges de cette manière. Le problème est qu'il est difficile d'entamer un dialogue sur place car la Croix-Rouge n'a accès que là où elle a accès... À l'heure actuelle, la situation des prisonniers n'est pas ce qu'elle devrait être et, malheureusement, peu d'informations objectives sont disponibles.

Mme Manon Philippet, attachée, affaires politiques, indique, en ce qui concerne les observations électorales au Belarus en août 2020 que le pays avait l'intention d'inviter tardivement le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (ODIHR). L'ODIHR doit toutefois pouvoir respecter sa méthodologie sinon il faudrait qualifier les élections comme étant libres et justes tandis que l'observation était incomplète. Le Belarus a pu échapper aux observations grâce à l'invitation tardive. D'autres États participants de l'OSCE avaient déjà très tôt dénoncé l'absence d'invitation, mais en vain.

3. Aspects pratiques concernant la session d'hiver:

La session d'hiver sera organisée par visioconférence.

La délégation belge sera présidée par M. Malik Ben Achour (PS), député et président de la délégation belge auprès de l'AP OSCE, et se compose par ailleurs des députés Denis Ducarme (MR) et Ellen Samyn (VB) et des sénateurs Mark Demesmaeker (N-VA), Soetkin Hoessen (Ecolo-Groen) et Adeline Blankaert (VB).

La session d'hiver poursuit les objectifs suivants:

- Mettre en place une interaction avec le bras gouvernemental de l'OSCE;
- Assurer le suivi des déclarations adoptées par l'AP OSCE;
- Préparer les rapports en vue de la séance plénière annuelle d'été, qui aura lieu cette année à Bucarest du 6 au 10 juillet 2021.

Aspects pratiques :

À partir du mardi 23 février à 10 heures les membres peuvent s'inscrire sur la liste des orateurs. L'enregistrement sera ouvert aux membres d'après la règle du « premier arrivé, premier servi ». Les membres sont invités d'informer le secrétariat dans les plus brefs délais s'ils souhaitent

P:\20_DOCUMENTS\55KINSERTS\CK2979e(OVSE)\Délégation OSCE 230221F.DOCX

intervenir au débat et, dans l'affirmative, au cours de quel débat. Les interventions seront limitées à un maximum de 3 minutes. Le débat général ouvert invite à des interventions liées à tous les points à l'ordre du jour. Ceci vaut pour toutes les réunions de commission.

La Commission permanente de l'AP OSCE, composée du Président, des membres du Bureau et des présidents des délégations nationales, se réunit le 24 février 2021 à 13h30.

Le jeudi 25 février 2021 aura lieu l'ouverture de la 20e session d'hiver de l'AP OSCE de 13 :30 à 15 :30 avec (entre autres) un discours de la Présidente en exercice de l'OSCE et Ministre des Affaires étrangères de la Suède, Mme Ann Linde.

Le jeudi 25 février se réunit la commission des Affaires politiques et de Sécurité de 16h à 18 h. *Le rapporteur Laurynas Kasciunas (Lituanie)* esquissera les grandes lignes du rapport qu'il présentera lors de la session d'été à Bucarest.

Le vendredi 26 février aura lieu la réunion de la commission des Affaires économiques de 13h30 à 15 h30. *La rapporteure Elona Hoxha (Albanie)* esquissera ses idées et intentions pour le rapport qu'elle présentera lors de la session d'été à Bucarest. Sous le thème : « Répondre à l'impact économique et environnemental de la crise COVID-19 : la contribution de l'AP OSCE ».

Cette présentation sera suivie par un débat sur le travail de l'OSCE pour renforcer la sécurité économique et environnementale au milieu de la pandémie de COVID-19.

La commission sur la Démocratie et les Droits de l'homme se réunit le vendredi de 16h à 18 h. *La rapporteure Kari Henriksen (Norvège)*, esquissera les grandes lignes de son rapport pour la session d'été. Cette présentation sera suivie par un débat sur l'impact du COVID sur la démocratie et les élections.

(La séance est levée à 13 :15)

Bijlage

Afvaardiging naar de Parlementaire Assemblee van de OVSE
Verslag van de vergadering van de Belgische delegatie bij de PA OSCE
Dinsdag 13 februari, 12.00 u
Senaat – zaal D
(via ZOOM)

Aanwezig:

- *Voorzitter:* Malik Ben Achour (PS)
- *Kamer:* Peter De Roover (N-VA), Ellen Samyn (VB), Joy Donné (N-VA);
- *Senaat:* Marc Demesmaeker (N-VA), Soetkin Hoessen (Ecolo-Groen), Adeline Blancquaert (VB).

Inleiding

De vergadering van de Belgische afvaardiging naar de PA OVSE *de dato* 23 februari 2021, 12.00 u, gebeurt via videoconferentie met behulp van de software Zoom.

Met het oog op de winterzitting van de PA OVSE te Wenen, van 24 tot 26 februari 2021, worden de volgende punten besproken:

1. regeling van de werkzaamheden;
2. briefing betreffende de recente gebeurtenissen in de OVSE-ruimte, door de voor OVSE-materies bevoegde *desk officers* van de FOD Buitenlandse zaken;
3. praktische aspecten betreffende de winterzitting.

1. Regeling van de werkzaamheden

- *Wijziging binnen de Belgische delegatie*

Mevrouw Soors en de heer Gilkinet zijn niet langer lid van de Kamer en van de Belgische delegatie bij de Parlementaire Assemblee van de OVSE. De Ecolo-Groenfractie wordt verzocht een effectief lid en een plaatsvervanger aan te wijzen.

2. Briefing betreffende de jongste ontwikkelingen binnen de OVSE-ruimte, door de permanente vertegenwoordiger van België bij de OVSE en door de voor OVSE-materies bevoegde *desk officers* bij de FOD Buitenlandse Zaken

2.1. Debriefing over de Ministeriële Raad van de OVSE (Tirana, 3 en 4 december 2020)

Volgens *mevrouw Olgan Cogen, eerste secretaris OVSE/NAVO bij de FOD Buitenlandse Zaken*, is de *chairperson-in-office* (CIO) Albanië erin geslaagd om een goede Raad te

organiseren met inhoudelijke beslissingen in elk van de drie dimensies van de OVSE, hetgeen al een hele tijd geleden was. Daarnaast werd er een akkoord bereikt over de invulling van de vier topfuncties binnen de OVSE en viel er een beslissing over welk land de CIO wordt voor 2023, namelijk Noord-Macedonië.

Er zijn evenwel zoals steeds onderweg een aantal teksten gesneuveld, onder meer wegens het conflict in Nagorno-Karabach en de weigering van Rusland om over de toestand in Oekraïne te spreken. Verder waren er ook issues omtrent het taalgebruik inzake gender waarmee niet alleen Rusland, maar ook de Heilige Stoel problemen hadden. Er werd ook geen consensus gevonden inzake een verklaring over Covid-19 en evenmin inzake teksten over conflicten in de OVSE-zone, met uitzondering van Transnistrië en Moldavië.

Het Zweedse voorzitterschap zal de nadruk leggen op het terugkeren naar de kerntaken van de OVSE. Efficiëntie, het verdedigen van de Europese veiligheidsorde en het ondersteunen van het alomvattende veiligheidsconcept van de OVSE staan voor hen centraal, en de autonome instellingen spelen hierbij een sleutelrol. Zweden onderstreept ook de onderlinge afhankelijkheid tussen de politieke en de economische veiligheid, mensenrechten, democratie en gelijkheid.

De prioriteit voor hen is de oplossing van conflicten in de OVSE-regio. Voor het conflict in Nagorno-Karabach heropflakkerde, spraken zij over Oekraïne als eerste prioriteit. Nu is daar uiteraard Nagorno-Karabach bij gekomen. Daarnaast zal er ook op de conflicten in Georgië en Transnistrië worden gefocust. In dit kader werd reeds een aantal bezoeken afgelegd.

In de eerste dimensie gaat de CIO de focus leggen op "*women, peace and security*", "*confidence building and security measures*", de modernisering van het Vienna-document, de gestructureerde dialoog, de financiering van illegale activiteiten en cyberdreigingen.

In de tweede dimensie legt men de klemtoon op de economische participatie van vrouwen, de strijd tegen corruptie en de veiligheid van het milieu. Het herstel van de pandemie moet volgens de CIO gebeuren met duurzame ontwikkeling in het achterhoofd.

De derde dimensie van de OVSE (mensenrechten) is voor de Zweden heel belangrijk en ze hechten er veel belang aan dat regeringen ter verantwoording worden geroepen voor schendingen van de mensenrechten. De vrijheid van meningsuiting en de vrijheid van media zijn voor hen kernprioriteiten. Verder gaan ze ook focussen op democratische processen en de deelname van de *civil society*.

2.2. Nieuw leiderschap van de OVSE

Na uitgebreid diplomatiek overleg is men er in de aanloop naar de ministeriële conferentie in geslaagd een akkoord te vinden over de vier topfuncties binnen de OVSE. Dit akkoord werd tijdens de ministeriële conferentie gevalideerd. De nieuwe secretaris-generaal is Helga Schmid (Duitsland). De heer Kairat Abdrakhmanov (Kazakhstan) is de nieuwe hoge commissaris voor nationale minderheden. De heer Matteo Mecacci (Italië) is de nieuwe directeur van ODIHR en Maria Teresa Ribeiro (Portugal) is de nieuwe vertegenwoordiger voor de vrijheid van de media. Mevrouw Cogen legt uit dat er absoluut een evenwicht moest zijn tussen Oost en West evenals een genderevenwicht. De Belgische kandidaat kreeg zeer goede feedback, maar wegens deze evenwichten is hij uit de boot gevallen.

2.3. Oekraïne

Er zijn momenteel drie Belgische monitoren ontplooid op het terrein bij de *special monitoring missions* (SMM), namelijk twee in Mariupol en één in Sievierodonetsk. Daarnaast is er nog een Belg werkzaam op de hoofdzetel in Kiev. In december spraken mevrouw Cogen en haar collega's nog met twee van die monitoren. De SMM worden ernstig gehinderd in de uitoefening van zijn werkzaamheden. Zo mogen er om veiligheidsredenen enkel verharde wegen worden gebruikt, waardoor 60 tot 70 procent van het terrein de facto niet bereikbaar is. Er worden wel *unmanned aerial vehicles* (UAV) gebruikt, maar dat is niet helemaal hetzelfde. Bovendien worden de UAV's systematisch gestoord en worden ze ook soms neergehaald. Ook camera's worden beschadigd. De bewegingsvrijheid wordt nog steeds beperkt en patrouilles moeten rechtsomkeer maken omdat de doorgang geweigerd wordt. Ook de aanwezigheid van mijnen en desinformatie blijven een probleem.

Mevrouw Cogen legt uit dat de situatie op het terrein volatiel blijft. Het staakt-het-vuren van juli 2020 blijft standhouden in die zin dat er geen burgerslachtoffers meer gevallen zijn door gevechten maar sinds november 2020 zijn er wel meer en meer onregelmatigheden. Dit werd ook bevestigd door de Belgische monitoren. In de week van 10 februari 2021 waren er 34 gevallen van schendingen waaronder 4 met betrekking tot verboden wapens. Er zijn ook opnieuw *snipers* actief en er is dus opnieuw een hoger risico op slachtoffers. Sinds 27 juli 2020 zijn er 13 Oekraïense militairen omgekomen met een merkbare stijging op dit vlak sinds de jaarwisseling.

De monitoren blijven dus ook tijdens de pandemie aan monitoring en rapportering doen, maar dit is geen sinecure. Een aantal van de monitoren werken thuis en voor de monitoren op het terrein gelden extra veiligheidsmaatregelen: er mag geen contact meer zijn met de lokale bevolking, men werkt met vaste teams van twee personen, de monitoren worden wekelijks getest met sneltests, er worden quarantaines voorzien (testresultaat binnen de 72 uur enzovoort). Men is dus sterk aangewezen op technische hulpmiddelen waarbij men soms te maken heeft met "*jamming*" en "*spoofing*", zijnde intentionele interferentie van de signalen.

2.4. Nagorno-Karabach

Mevrouw Cogen verwijst naar het staakt-het-vuren dat overeengekomen werd in het trilateraal akkoord van Moskou van 9 november 2020. Er werd overeengekomen dat er een Russische vredesmacht zou komen, dat er zeven districten rond Nagorno-Karabach zouden worden teruggegeven aan Azerbeidzjan (wat zonder incidenten gebeurd is), dat vluchtelingen konden terugkeren, dat gevangenen en lijken zouden uitgewisseld worden en dat er twee extra corridors zouden gecreëerd worden.

Volgens de informatie van mevrouw Cogen en haar collega's wordt het staakt-het-vuren in zeer grote mate nageleefd. De 2.000 Russische *peace keepers* zijn ondertussen in het "overblijvende" Nagorno-Karabach "2.0" en aan de Laçın-corridor ontplooid. Dit is in principe voor vijf jaar, maar het mandaat kan verlengd worden. Eind januari werd het *joint monitoring center* opgestart in Aghdam op Azerbeidzjaans grondgebied. Hier zijn 60 Russische en 60 Turkse militairen actief. Ondertussen zijn er behoorlijk wat contacten tussen de betrokken partijen. Op 16 en 17 februari waren er contacten via videoconferentie tussen de covoorzitters van de Groep van Minsk en de ministers van Buitenlandse Zaken van Azerbeidzjan en Armenië. Verder waren er ook contacten tussen Rusland, Turkije, Armenië en Azerbeidzjan naast heel wat bilaterale contacten.

Er zijn evenwel nog behoorlijk wat onopgeloste kwesties. Zo is er nog geen akkoord over de toegang van de internationale instellingen tot Nagorno-Karabach 2.0 en evenmin over het gebruik van de Laçın-corridor. Het Rode Kruis/ICRC heeft wel toegang tot alle gebieden.

Volgens de Verenigde Naties is de humanitaire situatie momenteel onder controle. De Laçin-corridor mag enkel gebruikt worden door Rusland en Armenië. Door de beperkte aanwezigheid van derden is er onvoldoende duidelijkheid over het aantal vluchtelingen en het aantal teruggekeerde personen. Men gaat uit van ongeveer 50.000 teruggekeerde etnische Armeniërs, maar men denkt ook dat er na de strenge winteromstandigheden nog een aantal duizenden personen zullen terugkeren. Over het aantal vermiste gevangenen en lijken doen allerlei cijfers de ronde langs beide zijden. Het uitwisselen van lijken en gevangenen wordt gefaciliteerd door Rusland en ICRC, maar er zouden ook lokale bilaterale contacten zijn tussen Azerbeidzjan en Armenië met enig succes af en toe.

Voor wat betreft de verderzetting van het vredesproces en de rol van de covoorzitters van de Minsk-groep, heeft Rusland bewust geen passage opgenomen in het Moskou-akkoord en evenmin over de finale status van Nagorno-Karabach. De covoorzitters hebben momenteel geen toegang tot Nagorno-Karabach want er is geen akkoord tussen Armenië en Azerbeidzjan over de modus operandi voor toegang tot het gebied. De Groep van Minsk blijft evenwel de enige internationale legitieme entiteit is die het diplomatieke proces om tot een duurzaam en onderhandeld vredesakkoord te komen opnieuw kan lanceren.

Er blijven dus nog een aantal belangrijke kwesties die moeten geregeld worden zoals het toekomstig statuut van Nagorno-Karabach, de heropbouw, de humanitaire hulp, de bescherming van het cultureel patrimonium enzovoort. Ter zake kunnen de verschillende internationale actoren en de Groep van Minsk nog zeer nuttig werk verrichten. Mevrouw Cogen legt uit dat de Groep van Minsk verschillend wordt gepercipieerd door Armenië en Azerbeidzjan. Armenië staat redelijk positief tegenover de Groep van Minsk terwijl Azerbeidzjan van mening is dat Armenië bevoordeeld wordt.

De standpunten van beide landen staan diametraal tegenover elkaar: Armenië wil een politiek statuut voor Nagorno-Karabach terwijl Azerbeidzjan uiteraard wil dat het gebied integraal deel gaat uitmaken van Azerbeidzjan. Samen met het gebrek aan vooruitgang die de afgelopen 25 jaar werd geboekt is dit een zwak punt van de Groep van Minsk. De Groep van Minsk lijdt ook onder de afwezigheid van de Verenigde Staten gedurende de afgelopen maanden (wegens de presidentsverkiezingen) en onder het feit dat Frankrijk een wat bijzondere positie inneemt met onder meer behoorlijk wat verschillen in visie tussen president Macron en president Erdogan. Deze politieke elementen hebben de positie van de Groep van Minsk enigszins verzwakt.

Voor wat de Europese Unie betreft: zij bekijkt intern hoe ze een grotere rol kan spelen en hoe ze de samenwerking met de OVSE en de Raad van Europa kan upgraden. De EU steunt uiteraard de covoorzitters van de Groep van Minsk maar de komende maanden staat er dus ook een denkoefening op de agenda over hoe ze een grotere rol kan spelen in samenwerking met voornoemde andere actoren.

Vanuit Belgisch standpunt ziet mevrouw Cogen drie essentiële demarches voor het oplossen van het conflict. De eerste demarche zijn de humanitaire maatregelen zoals de identificatie en repatriëring van lijken van soldaten, de vervolging van oorlogsmisdaden enzovoort. Een tweede demarche zijn economische maatregelen en meer bepaald het openen van transportcorridors. De derde demarche is uiteraard de regeling van het definitief statuut van Nagorno-Karabach.

2.5. De verkiezingswaarnemingen door ODIHR

Mevrouw Cogen vestigt er de aandacht op dat de verkiezingswaarnemingen in 2020 sterk bemoeilijkt werden door de sanitaire omstandigheden. Er werden quasi geen kortetermijnverkiezingswaarnemingen georganiseerd, wel een aantal

langetermijnverkiezingswaarnemingen. ODIHR doet wat het kan onder de huidige omstandigheden, maar dat is heel wat minder dan anders. België doet enkel mee aan kortetermijnverkiezingswaarnemingen en heeft in 2020 dus aan geen enkele waarneming deelgenomen. Indien de omstandigheden het toelaten zal België dit jaar prioritair deelnemen aan de waarnemingen in Albanië (parlementsverkiezingen eind april), Rusland (parlementsverkiezingen in september), Kirgizië (parlementsverkiezingen, datum te bevestigen) en Oezbekistan (presidentsverkiezingen in december). Als er vervroegde verkiezingen zouden komen in Moldavië, Oekraïne of Armenië zal er ook bekeken worden of er waarnemers naar daar kunnen gestuurd worden.

2.6. Alexey Navalny

De heer Axel Vandeputte, attaché bij de OVSE-desk van de FOD Buitenlandse Zaken, laat weten dat de kwestie Navalny zelf, de betogingen en de telkens daaropvolgende repressie steeds werden aangekaart binnen de Permanente Raad van de OVSE. Rusland kon dit niet appreciëren en de reactie was steeds uitermate offensief. Zo liet Rusland tijdens de zittingen van 28 januari en 4 februari 2021 bijkomende actuele kwesties inzake de vrijheid van vergadering in de OVSE-regio op de agenda inschrijven. Europese landen en de Verenigde Staten werden door hen bekritiseerd omwille van de manier waarop ze reageerden op vreedzame betogingen in het kader van de Covid-19-maatregelen. Zij toonden hierbij geënceneerde beelden van politiegeweld in Europese landen en in contrast hiermee beelden van vreedzame Russische politieagenten. Op 16 februari besliste het EHRM dat er voorlopige maatregelen moesten komen voor Navalny omdat hij een immens risico zou lopen op onherstelbare schade. In maart wordt de “Yves Rocher”-zaak, waarbij zijn veroordeling al als arbitrair en manifest onredelijk werd bevonden, opnieuw besproken in het comité van ministers in formaat mensenrechten.

2.7. Wit-Rusland en de follow-up ingevolge het Moskou-mechanisme

Zeer recent vond de vijfjaarlijkse All-Belarusian People's Assembly plaats. De heer Vandeputte legt uit dat alle lagen van de bevolking hierbij vertegenwoordigd zijn, maar dat het vooral over regimegetrouwe functionarissen gaat. Er werd geen enkele vertegenwoordiger van de oppositie uitgenodigd. President Loekasjenko kondigde ook aan dat er een nieuwe grondwettelijke commissie zal worden opgericht voor het einde van het jaar. Die commissie zal een nieuwe grondwet uitschrijven in 2022 die zal worden voorgelegd aan de bevolking via een referendum en dus ten vroegste in 2023 in werking zal kunnen treden. Inzake de neutrale status zal niks nieuw worden opgenomen, waaruit men kan concluderen dat president Loekasjenko nog steeds een samenwerking met Rusland en China voor ogen houdt. Voor wat betreft de samenwerking met de EU en de OVSE, liet de minister van Buitenlandse Zaken, de heer Vladimir Makei, onlangs in een interview weten dat hij bereid is om opnieuw aan tafel te gaan zitten zo lang er niet gesproken wordt over een machtsoverdracht, het aftreden van president Loekasjenko of straatprotesten enzovoort.

Wat het Moskou-mechanisme betreft, laat de heer Vandeputte weten dat professor Benedek op 5 november 2020 zijn rapport voorgesteld heeft aan de Permanente Raad van de OVSE en daarin de mensenrechtenschendingen en de verkiezingsfraude uitgebreid documenteert en bevestigt. Hij heeft geen toegang gehad tot het land maar baseert zijn verslag op persoonlijke getuigenissen en allerlei documentatie die de schendingen uitvoerig aantonen. Het verslag bevat ook niet minder dan 65 aanbevelingen voor de Wit-Russische regering, waaronder het controleren van de verkiezingen, het organiseren van nieuwe verkiezingen,

een einde stellen aan martelpraktijken, het garanderen van eerlijke processen, het instellen van onafhankelijke onderzoeken naar alle geweldplegingen enzovoort. Dit rapport is volgens de heer Vandeputte een belangrijk element geweest voor andere internationale organisaties.

De verschillende voorstellen voor de vorige en de huidige *chief in office*, die ook door België werden gesteund, zijn tot nu toe steeds geweigerd geweest door de Wit-Russische autoriteiten. Momenteel zit men aan meer dan 500 gedocumenteerde gevallen van foltering, meer dan 30 000 arrestaties, 147 politieke gevangenen (dit cijfer stijgt nog elke dag) en ten minste 5 doden. De protesten nemen sinds begin 2021 af in omvang en zijn meer gecentraliseerd, maar dit wil zeker niet zeggen dat de repressie verminderd is, eerder integendeel. Het dossier wordt nog regelmatig aangekaart binnen de OVSE en de Permanente Raad. Dit was nog het geval op 4 februari in het kader van de "Dag van de solidariteit met Belarus", waar de EU, de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk nogmaals hebben opgeroepen om de aanbevelingen van het rapport-Benedek uit te voeren. Er werd ook verwezen naar de nieuwe benoemingen voor de vier topfuncties, wat voor een nieuw elan zou kunnen zorgen voor een hernieuwde vruchtbare dialoog tussen Wit-Rusland en de OVSE. Op 18 februari kwam het dossier opnieuw aan bod naar aanleiding van de recentste ontwikkelingen in het land waarbij er veel arrestaties hebben plaatsgevonden van verdedigers van de mensenrechten, journalisten en leden van het mensenrechtencentrum Viasna. De situatie in het land wordt uiteraard ook behandeld door andere internationale organisaties, waaronder de Verenigde Naties. Tijdens de mensenrechtenraad van maart (die de dag voor de delegatievergadering was gestart) zal het dossier opnieuw hoog op de agenda staan, waarbij er mogelijk een nieuwe resolutie van de EU zal zijn waarin er wordt opgeroepen tot een internationaal onderzoek naar de mensenrechtenschendingen die plaatsvonden in Belarus.

2.8. Vragen van de leden

De heer Mark Demesmaeker (Senaat, N-VA), laat weten dat hij een paar dagen geleden ergens gelezen heeft dat de SMM via verkenning vanuit de lucht voor het eerst Russische hardware zou gespot hebben. Het zou gaan om geavanceerde radarsystemen. Hij heeft hiervan nergens een officiële bevestiging gevonden en had graag vernomen of de diplomaten die informatie kunnen bevestigen of ontkennen. Als dit zo zou zijn dan is dit volgens hem interessant nieuws. Verder laat hij weten dat de overgangen aan de *contact line* voor de burgers zeer belangrijk zijn maar dat zij steeds een probleem hebben gevormd. Hij had graag geweten of er ter zake al enige verbetering is. Daarnaast verwijst hij naar het feit dat er heel wat geloofwaardige rapporten zijn die wijzen op ernstige schendingen van de mensenrechten. Het gaat dan onder meer om arbitraire detentie van burgers, gijzeling van burgers en mishandeling van gevangenen. Dit is volgens hem overigens ook het geval op de Krim die evenwel buiten de waarnemingen van de SMM valt.

Wat Nagorno-Karabach betreft, had hij graag meer vernomen over de naar schatting 200 Armeense gevangenen over wie alle informatie ontbreekt. De Azerbeidzjaanse autoriteiten zouden ter zake geen medewerking verlenen zodat men niet weet over hoeveel mensen het nu echt gaat, over wie het juist gaat, of die mensen nog in leven zijn enzovoort.

Ten slotte wil hij erop wijzen dat het geval van Belarus het perfecte bewijs is van het feit dat verkiezingswaarnemingen absoluut noodzakelijk zijn.

De heer Fiel Vanthemsche, adjunct-permanent vertegenwoordiger van België bij de OVSE, verduidelijkt dat voor 55 van de 57 deelnemende Staten de Krim wel degelijk deel uitmaakt van het mandaat van de SMM, maar voor twee landen niet. Dit is het eeuwige debat en het

is ook een van de redenen waarom men er in de ministeriële raad niet in slaagt teksten goed te keuren. Voor België is het een noodzaak dat Oekraïne in zijn geheel volgens de internationaal erkende grenzen, met inbegrip van de Krim en Sebastopol, onder het mandaat van de SMM valt. Rusland verwijst dan evenwel steevast naar het feit dat er daar referenda zijn geweest en dat die gebieden integraal deel uitmaken van Rusland. Dit is een item dat wekelijks aan bod komt in de Permanente Raad, waar het jammer genoeg het voorwerp uitmaakt van een strijd van één tegen allen, maar het is zeker niet vergeten.

Mensenrechten zijn ook een belangrijk onderdeel van het mandaat van de SMM en zij proberen hier zo goed mogelijk onderzoek naar te doen. Ook voor de uitvoering van deze taak vormen de maatregelen inzake Covid-19 een obstakel. De *de facto*-autoriteiten in Donetsk en Loegansk leggen bijkomende maatregelen op zoals twee weken verplichte quarantaine voor leden van de SMM die de *contact line* oversteken, waardoor die missies eigenlijk in twee worden gesplitst. Desinformatie speelt hier ook een grote rol. In Donbass wordt massaal de informatie verspreid dat de SMM verspreiders van het virus zijn waardoor de SMM nog moeilijker aan informatie van de burgers geraken.

Inzake de vraag over het *entry and exit point* langs de *contact line* laat de heer Vanthemsche weten dat er momenteel twee zijn en dat het de bedoeling is dat er twee bijkomen. Hij beaamt dat dit een belangrijk punt is. Langs Oekraïense kant staat volgens hem alles klaar en zijn de punten zelfs open, maar langs niet-gouvernementele kant gaan ze niet open. De discussie hierover tussen beide kampen is aan de gang en de *trilateral contact group* (TCG) speelt hierbij een grote rol. De TCG is een diplomatiek vehikel dat door de OVSE gefaciliteerd wordt: neutrale bemiddelaars proberen om Oekraïne, Rusland en de door Rusland gesteunde partijen in de Donbass rond de tafel te brengen om concrete oplossingen aan te reiken die het leven van de mensen in de regio te vergemakkelijken. Ontmijningen en de *entry and exit points* zijn hierbij belangrijke elementen.

In antwoord op de vraag over de Russische hardware laat de heer Vanthemsche weten dat hij hier nog niks over gelezen heeft, maar als het over recente gebeurtenissen gaat wil dit niet noodzakelijk zeggen dat dit niet het geval is. Hij zal dit zeker opvolgen in de rapporten die hij dagelijks binnenkrijgt van de SMM. Die rapporten zijn een belangrijke tool, maar men moet er wel rekening mee houden dat alle betrokkenen het eens moeten zijn met de inhoud ervan en dat zou in dit geval wel eens niet evident kunnen zijn. De diplomaten zullen deze vraag evenwel aftoetsen via informele contacten. Als dit zou bevestigd worden, dan is het ook volgens de heer Vanthemsche inderdaad een belangrijk feit en een groot probleem.

Mevrouw Ann-Sophie Vermeersch, attachée politieke aangelegenheden bij de Permanente Vertegenwoordiging bij de OVSE, laat weten dat de problematiek van de gevangenen van Nagorno-Karabach wekelijks op de agenda van de *Governing Council* wordt geplaatst door Armenië. Armenië houdt sinds het trilateraal akkoord van november steeds hetzelfde narratief aan: de situatie is niet opgelost, het akkoord wordt regelmatig geschonden of niet nageleefd door Azerbeidzjan, de uitwisseling van gevangenen gebeurt niet enzovoort. Azerbeidzjan weerlegt dit sporadisch maar over het algemeen verkiezen zij een *silent treatment* en profileren zich als de constructieve partner die vrede nastreeft. Af en toe reageren zij wel en zeggen zij dat zij communiceren met het Rode Kruis over de gevangenen. De persoonlijke vertegenwoordiger van de *chairperson-in-office* die verantwoordelijk is voor het conflict dat behandeld wordt door de Groep van Minsk staat in nauw contact met het Rode Kruis en probeert op die manier kleine uitwisselingen te voorzien. Het probleem is echter dat het moeilijk is om het gesprek aan te knopen ter plaatse want het Rode Kruis krijgt ook maar toegang waar het toegang krijgt. Op dit moment

is de situatie van de gevangenen niet zoals ze moet zijn en is er helaas weinig objectieve informatie beschikbaar.

Mevrouw Manon Philippet, attachée politique aangelegenheden, deelt met betrekking tot de verkiezingswaarnemingen in Belarus in augustus 2020 mee dat het land de bedoeling had om ODIHR te laat uit te nodigen. ODIHR moet zich echter aan zijn methodologie kunnen houden, want anders zit men met onvolledige waarnemingen waarbij men verkiezingen als *free and fair* zou moeten kwalificeren terwijl de waarneming onvolledig was. Door de laattijdige uitnodiging is Belarus dus kunnen ontsnappen aan de waarnemingen. Andere deelnemende staten van de OVSE hadden al vroeg opgeworpen dat de uitnodiging uitbleef, maar dit heeft niks kunnen verhelpen.

3. Praktische aspecten betreffende de winterzitting.

De winterzitting zal via videoconferentie plaatsvinden.

De Belgische delegatie zal worden voorgezeten door volksvertegenwoordiger Malik Ben Achour (PS), voorzitter van de Belgische delegatie bij de PA OVSE, en bestaat voorts uit de volksvertegenwoordigers Denis Ducarme (MR) en Ellen Samyn (VB), alsook uit de senatoren Mark Demesmaeker (N-VA), Soetkin Hoessen (Ecolo-Groen) en Adeline Blankaert (VB).

De winterzitting heeft de volgende doelstellingen:

- tot stand brengen van interactie met het regeeringsniveau van de OVSE;
- follow-up van de door de PA OVSE aangenomen verklaringen;
- voorbereiding van de verslagen met het oog op de jaarlijkse plenumvergadering in de zomer, die dit jaar zal plaatsvinden te Boekarest, van 6 tot 10 juli 2021.

Praktische aspecten

Vanaf dinsdag 23 februari 2021 om 10 uur kunnen de leden zich inschrijven op de sprekerslijst. Bij de registratie van de leden zal worden uitgegaan van de regel "wie eerst komt, eerst maalt". De leden worden verzocht het secretariaat zo spoedig mogelijk te laten weten of zij tijdens het debat het woord willen nemen en desgevallend aan te geven in welk debat. De betogen mogen maximum drie minuten in beslag nemen. Tijdens het algemene open debat is er ruimte voor betogen inzake alle agendapunten. Dat geldt voor alle commissievergaderingen.

De Vaste commissie van de PA OVSE, samengesteld uit de voorzitter, de leden van het bureau en de voorzitters van de nationale delegaties, vergadert op 24 februari 2021 om 13.30 u.

Op donderdag 25 februari 2021, van 13.30 u tot 15.30 u, vindt de opening van de twintigste winterzitting van de PA OVSE plaats, met onder meer een toespraak van de zittende voorzitter van de OVSE, mevrouw Ann Linde, minister van Buitenlandse Zaken van Zweden.

Op donderdag 25 februari 2021, van 16.00 u tot 18.00 u, vergadert de commissie Beleidszaken en Veiligheid. Rapporteur Laurynas Kasciunas (Litouwen) zal de krachtlijnen toelichten van het verslag dat hij tijdens de zomerzitting te Boekarest zal voorstellen.

Op vrijdag 26 februari 2021, van 13.30 u tot 15.30 u, vergadert de commissie Economische Zaken. Rapporteur Elona Hoxha (Albanië) zal een overzicht geven van haar opvattingen en

voornemens met betrekking tot het verslag dat zij tijdens de zomerzitting te Boekarest zal voorstellen. Het thema daarvan is de bijdrage van de PA OVSE aan het antwoord op de weerslag van de COVID-19-crisis op de economie en het milieu.

Deze uiteenzetting zal worden gevolgd door een debat over de werkzaamheden van de OVSE ter bevordering van de economische en milieuveiligheid tijdens de COVID-19-pandemie.

De commissie voor Democratie en Mensenrechten vergadert op vrijdag 26 februari 2021 van 16.00 u tot 18.00 u. Rapporteur Kari Henriksen (Noorwegen) zal de krachtlijnen toelichten van het verslag dat zij tijdens de zomerzitting te Boekarest zal voorstellen. Die uiteenzetting zal worden gevolgd door een debat over de weerslag van COVID-19 op de democratie en de verkiezingen.

(de vergadering wordt gesloten om 13 :15)